



BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

Rapport de conjoncture économique, monétaire et financière au 30 juin 2025 et perspectives à court et moyen termes de la Guinée Equatoriale

COMITE NATIONAL ECONOMIQUE ET FINANCIER -REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE

www.cnef-ge.org

Table des matières

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL	6
1.1 Perspectives de l'économie mondiale	6
1.2 Conditions monétaires et financières des principales banques centrales	7
1.3 Marche des changes	8
1.4 Conjoncture économique de la zone CEMAC	9
1.5 Marche des produits de base	10
2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 30 JUIN 2025	11
2.1 Secteur réel et prix.....	12
2.2 Affiliation à la sécurité sociale et marché du travail	23
2.3 Finances publiques	25
2.4 Surveillance Multilatérale	26
2.5 Secteur Extérieur	27
3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES	28
3.1 Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)	28
3.2 Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)	31
4. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE EN GUINÉE EQUATORIAL AU 30 JUIN 2025	32
4.1 L'Actif.....	32
4.2 Passif	33
5. LE SYSTEME BANCAIRE ÉQUATO-GUINÉEN AU 30 JUIN 2025	34
5.1 Evolution des opérations avec la clientèle	35
5.2 Respect des normes prudentielles.....	38
6. MARCHE MONETAIRE	40
6.1 Evolution des interventions de la Banque Centrale.....	40
6.2 Evolution des réserves obligatoires.....	41
6.3 Conditions d'intervention de la BEAC	42
6.4 Evolution du marché des titres publics	42
6.5 Concours de la BEAC au Trésor National	43
6.6 Evolution des placements publics	44
7 CONCLUSIONS	45
8 PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A MOYEN TERME (2026-2028)	46
ANNEXES	47
Annexe 1. Tableau de principaux indicateurs économiques, financiers et Sociaux.....	47
Annexe 2. L'Actif du BEAC.....	48
Annexe 3. Passif de BEAC	49

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2024-2026)
- Tableau 2 : Contribution de la demande à la croissance réelle
- Tableau 3: Contributions des secteurs à la croissance réelle
- Tableau 4: Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale
- Tableau 5 : Indicateurs macroéconomique clés analysés (2024-2025)
- Tableau 6. Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)
- Tableau 7. Evolution des avoirs extérieurs Nets (en millions de FCFA)
- Tableau 8. Créances nettes sur l'Etat (en millions de FCFA)
- Tableau 9. Crédits à l'Economie (en millions de FCFA)
- Tableau 10. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)
- Tableau 11: Situation comptable résumée de la Banque Centrale
- Tableau 12. Evolution de la situation bilancielle
- Tableau 13. Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes
- Tableau 14. Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants
- Tableau 15. Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires
- Tableau 16. Evolution des opérations de trésorerie
- Tableau 17. Evolution des opérations avec la BEAC
- Tableau 18. Evolution des opérations avec les correspondants associés
- Tableau 19. Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles
- Tableau 20 : Taux d'intervention de la BEAC

Liste des graphiques

- Graphique 1. Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale (2019-2025)
- Graphique 2. Évolution mensuelle de la production de bois en grume
- Graphique 3. Évolution de la production du pétrole (brut + condensat)
- Graphique 4. Évolution de la production du Gaz
- Graphique 5. Evolution de la transformation de bois
- Graphique 6. Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle
- Graphique 7. Evolution des injections de liquidité
- Graphique 8. Evolution des opérations de reprise de liquidité
- Graphique 9. Evolution des Réserves Obligatoires
- Graphique 10. Evolution des titres publics
- Graphique 11. Evolution des Créances a l'Etat
- Graphique 12. Evolution des dépôts publics.

Anexes

- Anexe 1. Tableau de principaux indicateurs économiques, financiers et Sociaux
- Anexe 2. L'Actif du BEAC
- Anexe 3. Passif de BEAC

Liste des sigles et abréviatures utilisés

BTP : Bâtiments et Travaux Publics
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de 'Afrique Centrale
CMM : Comité du Marché Monétaire
CPM : Comité de Politique Monétaire
DCU : Dépositaire Central Unique EMF : Etablissement de microfinance
FALB : Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FCFA : Franc de la Coopération Financière en Afrique
FED: Federal Reserve System
FMI: Fonds Monétaire International
FOMC: Federal Open-Market Committee
ICAE : Indice Composite des Activités Economiques
ICCPB : Indice Composite des Cours des Produits de Base
ICMF : Indice des Conditions Monétaires et Financières
IPC : Indice des Prix à la Consommation
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OTA : Obligations du Trésor Assimilables
PBoC: People's Bank of China
PEM : Perspectives Economiques Mondiales
PIB : Produit Intérieur Brut
SARB: South African Reserve Bank
SESAME : Système d'Evaluation et de Supervision des Activités de
Microfinance
SVT : Spécialiste en Valeur du Trésor
TCEM: Taux de Couverture Extérieure de la Monnaie
TCEN : Taux de Change Effectif
Nominal
TCER : Taux de Change Effectif Réel
TIAO : Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TIMP : Taux d'Intérêt Interbancaire Moyen Pondéré
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

VUE D'ENSEMBLE

Selon les dernières projections du FMI, la croissance économique mondiale devrait ralentir pour s'établir à 3,0 % en 2025, après 3,3 % en 2024, avant de reprendre légèrement à 3,1 % en 2026.

Par grandes zones économiques, le taux de croissance du PIB réel dans les économies avancées passerait de 1,8 % en 2024 à 1,5 % en 2025, puis remonterait légèrement à 1,6 % en 2026. Pour les économies émergentes et en développement, la croissance passerait de 4,3 % en 2024 à 4,1 % en 2025, puis à 4,0 % en 2026. En Afrique subsaharienne, le PIB réel devrait rester stable à 4,0 % entre 2024 et 2025, avant de remonter à 4,3 % en 2026.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait reculer de 5,6 % en 2024 à 4,2 % en 2025, puis à 3,6 % en 2026. En Afrique subsaharienne, elle baisserait de 8,6 % en 2024 à 4,1 % en 2025, avant de remonter légèrement à 4,3 % en 2026.

Sur le plan régional, la croissance économique dans la CEMAC a été légèrement revue à la baisse pour 2025, dans un contexte de diminution continue des cours du pétrole brut et de dégradation des termes de l'échange. Ainsi, le taux de croissance sous régional serait de 2,6 % en 2025, contre 2,7 % en 2024.

En Guinée équatoriale, l'économie nationale devrait connaître en 2025 une légère contraction, après la reprise modérée enregistrée en 2024. Les dernières prévisions indiquent un recul du PIB réel à -0,4 % en 2025, contre une croissance de 0,5 % en 2024, tout en représentant une amélioration par rapport à la prévision initiale qui estimait la contraction à -1,3 %.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

1.1 Perspectives de l'économie mondiale

Selon les Perspectives de l'économie mondiale (PEM) mises à jour en juillet 2025 par le Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2025, contre 3,3 % en 2024 et 3,1 % en 2026. La révision à la hausse de la prévision pour 2025 (initialement estimée à 2,8 %) s'explique principalement par une résilience plus solide que prévu des principales économies, une amélioration des conditions financières ainsi que des mesures de relance budgétaire adoptées dans certains grands pays.

Par espace géographique, le taux de croissance du PIB réel dans les économies avancées devrait reculer de 1,8% en 2024 à 1,5% en 2025, puis remonter à 1,6% en 2026. *Aux États-Unis*, la croissance économique se situerait à 1,9 % en 2025, après 2,8% en 2024 et atteindrait un taux de 2,0 % en 2026. Dans la *zone euro*, la croissance devrait se redresser pour s'établir à 1,0 % en 2025 et à 1,2% en 2026, après 0,9% en 2024.

Dans les *pays émergents et en développement*, le taux de croissance diminuerait de 4,3 % en 2024 à 4,1 % en 2025 et 4,0 % en 2026. La croissance de la *Chine* pour les années 2025 et 2026 serait légèrement revue à la baisse par rapport au 5% de 2024, pour se situer à 4,8% et 4,2% respectivement. *En Inde*, la croissance devrait s'établir à 6,4 % en 2025 et 2026, après 6,5% enregistrée en 2024.

En *Afrique subsaharienne*, le PIB réel devrait rester stable à 4,0% entre 2024 et 2025, avant de remonter à 4,3 % en 2026.

Sur le front de prix, le taux d'inflation mondial devrait revenir de 5,6 % en 2024 à 4,2 % en 2025 et 3,6 % en 2026. *En Afrique subsaharienne*, l'inflation reviendrait de 8,6 % en 2024 à 4,1 % en 2025 avant de repartir à 4,3 % en 2026.

Quant au commerce mondial, la dynamique des échanges commerciaux mondiaux a été plus forte que prévue pour le deuxième trimestre de l'année 2025, en raison de l'application de droits de douane plus faibles que ceux annoncés, malgré la faiblesse de la demande. La conjoncture commerciale serait également marquée par la persistance des tensions géopolitiques, rendant difficile toute prévision du commerce mondial à court terme. En conséquence, le volume des transactions commerciales globales devrait reculer de 3,5 % en 2024 à 2,6 % en 2025, puis 1,9 % en 2026.

Tableau 1. Principaux indicateurs de l'environnement international (2024-2026)

<u>INDICATEURS [1] (en %, sauf indication contraire)</u>	2024	2025	2026
Taux de croissance			
Economie mondiale	3,2	3,0	3,1
Economies avancées	1,8	1,5	1,6
Etats-Unis	2,8	1,9	2,0
Zone Euro	0,9	1,0	1,2
Afrique Sub-saharienne	4,0	4,0	4,3
Nigéria	3,4	3,4	3,2
Afrique du Sud	0,5	1,0	1,3
Economies émergentes et pays en développement	4,3	4,1	4,0
Chine	5,0	4,8	4,2
Inde	6,5	6,4	6,4
Taux d'inflation globale	5,6	4,2	3,6
Pays d'Afrique subsaharienne	8,6	4,1	4,3
Pays avancés	2,6	2,5	2,1
Pays émergents et en développement	7,7	5,4	4,5

Source : FMI (WEO mise à jour à juillet 2025).

1.2 Conditions monétaires et financières des principales banques centrales

Au niveau des conditions monétaires et financières des principales Banques Centrales, à l'exception de la Fed et de la Banque du Canada qui ont baissé leurs taux directeurs, la plupart des Banques Centrales, ont maintenu inchangés leurs principaux taux directeurs.

Dans la zone euro, **la Banque Centrale Européenne (BCE)** a décidé à fin septembre 2025 de maintenir ses taux à leur niveau de juin 2025. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt demeure à 2,00 %, celui des opérations principales de refinancement à 2,15 %, et celui de la facilité de prêt marginal à 2,40 %.

Aux Etats-Unis, **la Federal Open Market Committee (FOMC)**, lors de sa réunion tenue le 16 et 17 septembre 2025, a décidé d'abaisser la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 25 points de base à 4-4,25 %.

En Chine, le 21 août 2025, le Comité de politique monétaire de la **People's Bank of China (PBoC)** a maintenu ses principaux taux directeurs, signe de prudence dans un contexte de forte instabilité économique. Par ailleurs, l'économie chinoise a ralenti moins que prévu au deuxième trimestre, malgré les pressions extérieures liées aux tensions commerciales persistantes avec les États-Unis.

En Afrique subsaharienne, les banques centrales ont observé le statu quo dans la mise en œuvre de leur politique monétaire. **La Banque Centrale du Nigéria (BCN)** a décidé, au terme de sa réunion tenue le 22 juillet 2025, de laisser inchangée sa politique monétaire. Ainsi, le taux directeur de la Banque Centrale du Nigeria a été maintenu à 27,5% pour la troisième réunion consécutive, afin de stabiliser l'inflation et de rassurer les investisseurs.

En Afrique du Sud, le 31 juillet 2025, le taux directeur de la **South African Reserve Bank (SARB)** a été réduit de 25 points de base à 7,00 %, le plaçant au niveau le plus bas depuis novembre 2022. Cette décision a été prise dans un contexte de baisse de l'inflation, de perspectives d'inflation plus modérées et de préoccupations concernant les incertitudes mondiales et l'économie fragile du pays.

Par ailleurs, **la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)** a décidé à l'issue de sa réunion du 17 septembre 2025, de maintenir son principal taux directeur à 3,50 % et son taux sur le guichet de prêt marginal à 5,50 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques est resté inchangé à 3,0 %.

1.3 Marche des changes

Sur le marché des changes, au cours de ces derniers mois, l'euro s'est apprécié par rapport à certaines monnaies. Ainsi, d'après la Banque Centrale Européenne (BCE), le taux de change effectif nominal de l'euro (TCE-41), mesuré par rapport aux devises des 41 principaux partenaires commerciaux de la zone euro, a augmenté de 2,5% du 06 mars 2025 au 04 juin 2025. Une forte appréciation de 5,15 % vis-à-vis du dollar américain.

S'agissant des évolutions des taux de change bilatéraux vis-à-vis des autres grandes devises, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du dollar canadien (+7,30 %), de la livre sterling (3,04 %) et du renminbi chinois (5,82 %).

L'euro s'est fortement apprécié vis-à-vis des devises des économies de marché émergentes, qui ont également été dépréciées par les droits de douane américains et les inquiétudes concernant la croissance économique mondiale. Il s'est apprécié par rapport à la livre turque (+26,98 %), au yen (6,53 %), au rand sud-africain (+5,84 %), au naira (+3,82 %), au real brésilien (+1,77 %).

1.4 Conjoncture économique de la zone CEMAC

La croissance économique de la CEMAC a été révisée légèrement à la baisse en 2025, dans un contexte de poursuite du repli des cours du pétrole brut et d'une détérioration des termes de l'échange. En effet, le taux de croissance de la CEMAC au deuxième trimestre mis à jour à fin septembre 2025, devrait se situer à 2,6% contre 2,7% en 2024, en lien avec un recul plus important des activités pétrolières et gazières (-1,5%, après -0,4% en 2024), en dépit de la fermeté des activités non pétrolières (3,2% en 2025, contre 3,3 % en 2024).

Le moteur de la croissance dans la Sous-région demeure le secteur non pétrolier, en affichant des taux de croissance positifs sur une dizaine d'années consécutives, en dehors de 2020, année de la pandémie de la covid-19, signe d'une remarquable résilience face aux divers chocs qui ont impacté les économies de la CEMAC depuis 2013. De son côté, le secteur pétrolier devrait rester en récession en 2025, suivant l'évolution baissière des cours du pétrole brut dans un environnement de déclin naturel des champs dans la CEMAC et des investissements insuffisants pour relancer la production.

S'agissant des prix, au deuxième trimestre 2025, le taux d'inflation sous régional a continué de ralentir, mais en demeurant au-dessus du seuil communautaire. Ainsi, en moyenne annuelle, il est revenu de 4,6% en juin 2024 à 3,5% en juin 2025. De même, en glissement annuel, le taux d'inflation a reculé à 2,0% en juin 2025, contre 4,5% un an auparavant.

Les facteurs à l'origine de la dynamique des prix dans la CEMAC sont notamment :

- **sur le plan externe** : a) le ralentissement continu de l'inflation observée chez les principaux partenaires, en raison principalement de la baisse prolongée des prix de l'énergie ; b) la baisse observée du coût du fret maritime depuis le début de l'année 2025, mais davantage au deuxième trimestre après une hausse exceptionnelle en 2024, a contribué également à cette dynamique des prix.
- **Au niveau interne** : a) le recul de l'inflation résulte pour l'essentiel du ralentissement plus prononcé des prix des produits alimentaires, en lien avec les bonnes campagnes agricoles au Congo, au Tchad et dans une moindre mesure au Cameroun, ainsi que, b) les transports, suite à la stabilisation des prix des carburants à la pompe depuis plus d'un an dans la plupart des pays de la CEMAC et une baisse en République Centrafricaine.

A moyen terme, les projections macroéconomiques arrêtées en septembre 2025 par les services de la BEAC mettent en exergue une période de consolidation de la croissance dans la CEMAC entre 2026 et 2028. En effet, le taux de croissance sous régional devrait s'établir à 3,3% en 2026, 3,4% en 2027 et 3,8% en 2028. Cette progression est principalement due à la résilience du secteur non-pétrolier, qui devrait continuer de tirer l'activité économique de la Sous-région.

1.5 Marche des produits de base

Au deuxième trimestre 2025, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC se sont repliés, après une hausse au premier trimestre. Le ralentissement de la croissance économique mondiale et les décisions d'ajustement de l'offre par les pays membres de l'OPEP concernant la production de pétrole, ont exercé une influence prépondérante sur la baisse et la volatilité des cours des matières premières

L'indice composite des cours des produits de base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC en glissement trimestriel a régressé de 9,0% au deuxième trimestre 2025, après une hausse de 8,2% le trimestre précédent, justifié par la baisse des cours des produits énergétiques, et des produits non énergétiques. Les cours des produits énergétiques ont reflué de 12,4% au deuxième trimestre 2025, après une hausse de 4,8% au premier trimestre, en liaison avec le recul des cours observés sur les marchés du pétrole et du gaz naturel.

L'indice des cours des produits de base hors produits énergétiques s'est replié de 5,8% au cours du deuxième trimestre, après une progression de 10,1% au trimestre passé, du fait principalement de la baisse des prix sur les marchés des produits agricoles (- 8,0% après une hausse de 12,7% au quatrième trimestre 2024). Cette baisse a été compensée par la hausse des prix sur les marchés des produits forestiers (5,9%), des produits de la pêche (4,5%) et des métaux et minerais (0,1%).

2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 30 JUIN 2025

L'économie nationale de la Guinée Équatoriale devrait connaître en 2025 une légère contraction de la croissance, après la reprise modérée observée en 2024. Cette évolution s'expliquerait principalement par la contre-performance simultanée des secteurs pétrolier et non pétrolier. Selon les dernières prévisions, mises à jour à fin septembre 2025, le PIB réel devrait reculer à -0,4%, après une croissance modeste de 0,5% en 2024.

Principales hypothèses macroéconomiques pour 2025

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale reposent sur deux volets : externe et interne.

▪ Au plan externe :

- i) une baisse des cours du pétrole de 15,7%, passant de 74,9\$ en 2024 à 63,2\$ en 2025;
- ii) une diminution des cours du gaz de 15,7%, qui s'établit à 301\$ en 2025, contre 356,8\$ en 2024 ;
- iii) une stabilité du prix à l'exportation du bois ; 96,5 FCFA /m³ en 2024 et 96,6 FCFA/m³ ;
- iv) une appréciation du FCFA par rapport au Dollar de 2% passant de 606,2 FCFA/Dollar en 2024 à 594,3 FCFA/Dollar en 2025, et
- v) une dégradation de l'indice des termes de l'échange de 17 % qui s'est situé à 72,9 en 2025 contre 87,8 en 2024.

▪ Au niveau interne :

- i) Sur la base des données fournies par CODAFIS de la production journalière du pétrole brut pour l'année 2025, il est prévu une baisse de 9,1% passant de 78,8 milliers de barils/jour en 2024 à 71,6 milliers de barils/jour.;
- ii) une diminution prévue de 10,8% des exportations du méthanol et Autres Gaz, qui s'établit à 4,1 millions de tonnes en 2025 contre 4,6 millions en 2024;
- iii) un recul de la production du bois de 15,8%, passant de 91,3 milliers de m³ en 2024 à 76,9 milliers de m³ en 2025 ;
- iv) une augmentation des dépenses en capital de l'Etat de 5,2%, allant de 431,7 milliards FCFA en 2024 et se situerait à 453,9 milliards FCFA en 2025, et
- v) des pressions inflationnistes persistantes, situant l'inflation à 3,4% en 2024 et 2,8% 2025.

2.1 Secteur réel et prix

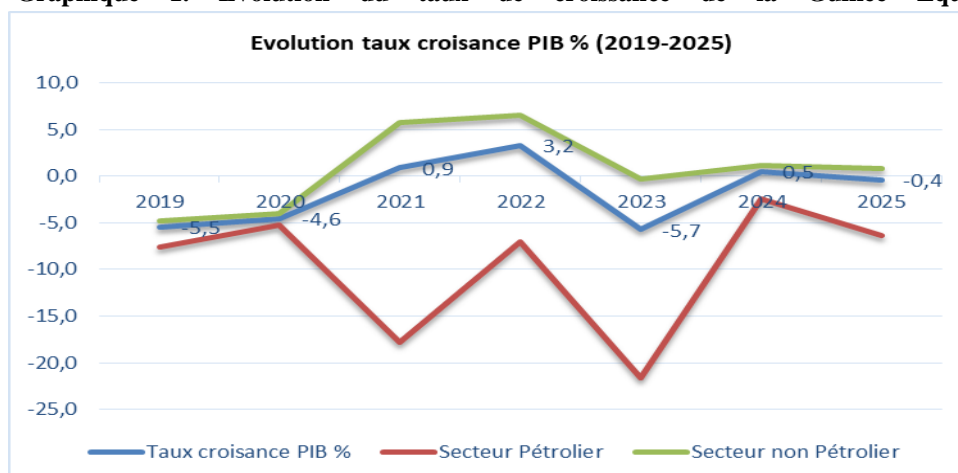
2.1.1 Analyse du secteur réel

Après une reprise modérée en 2024, la BEAC projette une contraction du taux de croissance du PIB réel de la Guinée Équatoriale de -0,4% en 2025. Cette tendance résulte principalement d'une baisse prévue du PIB pétrolier à -6,4 % après -2,4 % l'année précédente. Le secteur non pétrolier afficherait quant à lui une croissance modérée de 0,8 %, contre 1,1 % un an auparavant. Ce ralentissement s'expliquerait par la faiblesse persistante des investissements productifs et la lente mise en œuvre des projets de diversification économique dans les différents secteurs, à savoir :

Pour le secteur pétrolier: l'activité reste marquée par un déclin structurel de la production, conséquence de la maturité des gisements existants et de la fermeture temporaire de l'usine de méthanol depuis octobre 2024 en raison de défaillances techniques. Par ailleurs, la faiblesse des cours internationaux et les incertitudes géopolitiques maintiennent les marges sous pression.

Pour le secteur non pétrolier : la croissance demeure modeste mais positive, soutenue par une hausse des dépenses d'investissement public. Cependant, la baisse de la production forestière et la lenteur dans l'exécution des projets issus de la Troisième Conférence Économique Nationale (III CEN) de 2019 freinent encore la diversification de l'économie.

Graphique 1. Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2019-2025)



Source : BEAC

2.1.2 Evolution de la contribution de la demande à la croissance globale

En 2025, la demande intérieure brute devrait exercer une influence positive sur la croissance économique, avec une contribution estimée à +0,3 %, contrastant avec la forte contraction de -11,1 % enregistrée en 2024. Cette amélioration est expliquée principalement par la bonne tenue de la consommation finale de -0,6% et le redressement des investissements bruts de 10,1%, traduisant un regain de confiance des ménages et des entreprises ainsi que des efforts de rationalisation budgétaire engagés par le Gouvernement dans le cadre de la consolidation des finances publiques.

Sur le plan externe, la demande extérieure nette enregistrerait une détérioration de 4,3 %, après une hausse exceptionnelle de 149,5 % en 2024, en lien avec la réduction des exportations de biens et services non facteurs

Tableau 2. Contribution de la demande à la croissance réelle

	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance réelle des Dépenses intérieures brutes	-35,6%	-37,1%	-8,3%	-11,1%	0,3%
Consommation finale	-37,2%	-37,0%	-10,2%	-12,3%	-0,6%
Publique (Etat)	-32,2%	-31,9%	-16,4%	47,4%	-12,5%
Privée	-39,6%	-39,4%	-7,2%	-30,6%	6,2%
Investissements bruts	-15,2%	-38,3%	9,4%	1,2%	10,1%
Formation brute de capital fixe	-26,5%	-37,7%	6,0%	-1,9%	6,3%
Publique (Etat)	-31,2%	-42,4%	24,6%	-3,9%	-0,1%
Privée (Entreprises et ménages)	-20,6%	-31,7%	-17,9%	2,0%	18,2%
Secteur Pétrolier	-20,6%	-31,7%	-36,1%	-1,1%	30,8%
Secteur non pétrolier	-20,6%	-31,7%	5,5%	4,4%	8,9%
Variations des stocks	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taux de croissance réelle des Exportations nettes	533,5%	49,7%	2,2%	149,5%	-4,3%
Exportations de biens et services non facteurs	26,6%	1,8%	-23,2%	-0,5%	-10,5%
Biens	-5,1%	5,7%	-23,5%	-0,6%	-11,3%
Pétrole brut	-17,3%	-8,5%	-27,7%	0,2%	-9,1%
Autres	8,0%	22,1%	-19,0%	-2,5%	-17,1%
Services non facteurs	648,5%	-98,4%	-6,4%	3,2%	6,8%
Importations de biens et services non facteurs	-24,9%	-18,2%	-44,4%	-59,5%	-23,9%
Biens	-3,4%	11,2%	-54,5%	-56,9%	0,0%
Secteur pétrolier	76,1%	143,9%	-51,3%	-89,2%	24,3%
Autres	-4,2%	-20,8%	-55,4%	-46,6%	-1,5%
Services non facteurs	-78,2%	-118,8%	-5,1%	-64,2%	-77,7%

2.1.3 Evolution de la contribution de l'offre à la croissance globale

En comparaison avec les performances observées en 2024, l'analyse selon l'approche par l'offre indique que les perspectives de croissance pour 2025 demeurent modérément défavorables dans les trois grands secteurs d'activité économique. Cependant, des signaux positifs émergent, soutenus par la prochaine mise en service de l'usine de transformation de thon sur l'île d'Annobón et par la poursuite des initiatives gouvernementales en faveur du développement agricole et agro-industriel.

Sur le plan quantitatif, la contribution sectorielle à la croissance réelle en 2025 serait la suivante :

- **Secteur primaire** : contribution insignifiante (0,0%), identique à celle enregistrée en 2024.
- **Secteur secondaire** : une baisse modérée de 0,1%, en ligne avec la tendance observée l'année précédente.
- **Secteur tertiaire** : une contraction à -0,4 %, après une légère croissance de 0,5 % en 2024.

Tableau 3. Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.
Contributions à la croissance réelle						
Secteur primaire	0,0%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%

Agriculture	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculture des produits vivriers	0,1%	-0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Agriculture d'exportation	0,0%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
Elevage, chasse, pêche et pisciculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Elevage, Chasse et Piégeage	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pêche et pisciculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et Exploitation forestière	0,0%	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%

Secteur secondaire	-1,7%	-2,0%	0,6%	-12,0%	-0,1%	-0,1%

Industries	-1,1%	-2,1%	0,3%	-12,6%	0,3%	-0,1%
Industries extractives	0,0%	-3,3%	-1,1%	-4,9%	0,2%	-0,4%
Dont Pétrole	5,6%	2,0%	4,7%	-3,0%	-0,2%	-0,7%
dont Gaz naturel	-6,3%	-5,7%	-6,4%	-2,6%	-0,2%	-0,4%
dont Extractions de minerais	0,7%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%
Industries agro-alimentaires	0,2%	-0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Autres industries	-1,3%	1,4%	1,3%	-7,7%	0,1%	0,2%
Electricité, Gaz et Eau	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%
Electricité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Eau et assainissement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Batiments et Travaux publics	-0,6%	0,0%	0,2%	0,6%	-0,4%	0,0%

Secteur tertiaire	-3,1%	2,8%	2,0%	6,4%	0,5%	-0,4%

Transport et Communication	-0,1%	0,0%	0,3%	0,1%	-0,1%	-0,2%
Transport	-0,2%	0,0%	0,2%	0,1%	-0,1%	0,0%
Information et communication	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%
Commerce, Hôtel et Restaurants	-0,5%	0,3%	0,3%	0,3%	0,0%	0,4%
Commerce et réparation	-0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,0%	0,4%
Hotel et restauration	-0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres services marchands et ajustements	-0,2%	0,2%	0,3%	0,8%	0,8%	0,3%
Services financiers	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
Autres services marchands	-0,2%	0,1%	0,2%	0,7%	0,7%	0,1%
Services non marchands	-2,4%	2,4%	1,1%	5,2%	-0,2%	-0,9%

La dynamique contrastée entre la demande et l'offre met en évidence les défis de relance de la croissance en 2025, dans un contexte de transition économique et budgétaire. L'examen du secteur réel apporte un éclairage plus précis sur les moteurs actuels et potentiels de cette croissance.

2.1.4 Evolution du secteur réel

Le secteur réel de l'économie constitue le principal levier de la transformation structurelle recherchée par la Guinée équatoriale. L'année 2025 s'inscrit dans une trajectoire de redressement progressif, soutenue par la mise en œuvre de projets industriels et agricoles structurants, mais freinée par la contraction du secteur extractif.

L'examen sectoriel qui suit permet d'évaluer la contribution effective de chaque composante à la croissance, tout en identifiant les leviers prioritaires de relance et de diversification durable.

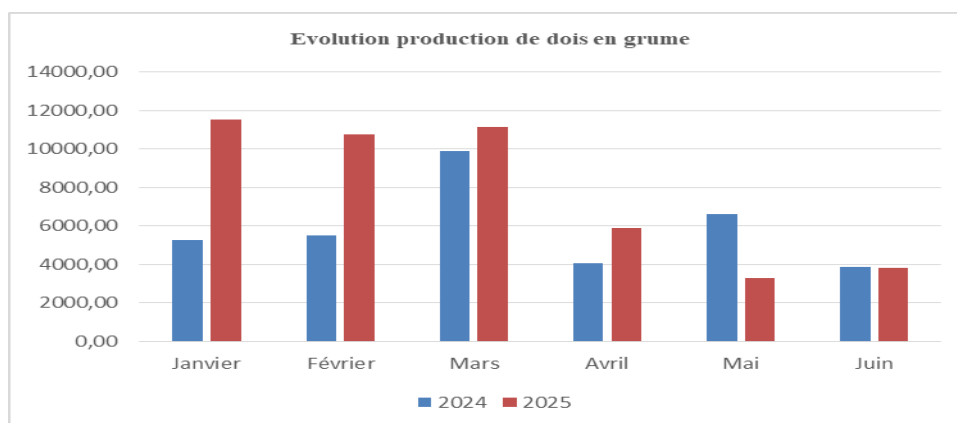
2.1.4.1 Secteur primaire

Le secteur primaire devrait enregistrer une contribution neutre à la croissance en 2025, similaire à celle de 2024. L'agriculture de subsistance progresse grâce aux initiatives de coopératives et fermes pilotes, mais reste limitée par le manque d'infrastructures de stockage et de transformation, la rareté des intrants agricoles et les contraintes financières de l'Institut National pour la Promotion Agricole (INPAGE). La production de cacao, café et noix de coco continue de décliner sous l'effet du vieillissement des plantations et des maladies végétales. Ces défis appellent un appui accru à la modernisation agricole et à la valorisation locale.

a. La sylviculture

Les perspectives de ce secteur s'annoncent favorables. En effet, les données reçues du Ministère de tutelle au 30 juin 2025 indiquent une hausse de 31,7% de la production de bois en grumes, atteignant 46,3 milliers de m³ contre 35,2 milliers de m³ à la même période de l'année précédente. Cette progression s'explique par la décision des autorités, prise fin 2024, de lever temporairement la décision limitant l'exportation du bois en grume et d'accorder de nouveaux permis d'exploitation forestière.

Graphique 2. Évolution mensuelle de la production de bois en grume au 30 juin 2025



Sources : Ministère des Forest et BEAC

b. La pêche

Malgré son potentiel, la contribution du secteur de la pêche à la croissance reste insignifiante. Plusieurs projets structurants, tels que le PASPA, accusent des retards dans la réalisation de leurs activités.

Dans la pêche semi-industrielle, les données fournies par le ministère compétent indiquent que la production a atteint 602 264 kg au 30 juin 2025.

En ce qui concerne la pêche industrielle, le projet de construction de l'usine de transformation de thon à Annobón financé par la BDEAC et la BAD est encore en phase de réalisation. Elle offre néanmoins une opportunité de relance du secteur à moyen terme.

c. Activité pétrolière

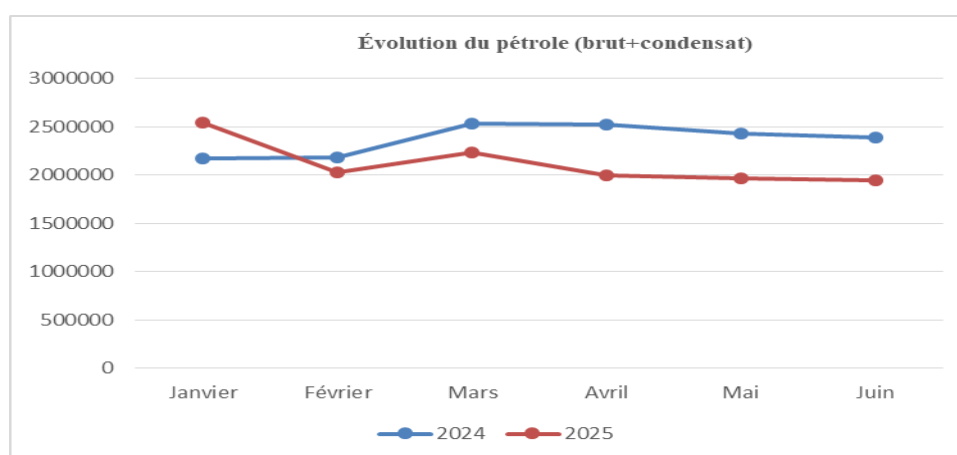
En 2025, le secteur pétrolier national poursuit sa transition dans un contexte marqué par un déclin structurel de la production et une conjoncture internationale défavorable. Ce repli, amorcé depuis plusieurs années, traduit la maturité avancée de plusieurs gisements historiques et l'impact de la baisse prolongée des cours mondiaux du pétrole brut, qui pèse sur les revenus d'exportation et les marges d'exploitation.

En termes de réalisation, selon les données de CODAFIS, la production pétrolière (brut et condensat) au 30 juin 2025 s'est établie à 12,7 millions de barils, contre 14,1 millions à la même période en 2024, soit une baisse de 9,8%. Cette contre-performance s'explique essentiellement par la baisse naturelle de la productivité des puits en phase de maturité.

Plus en détail, la production cumulée du pétrole brut s'est chiffrée à 9,3 millions de barils, contre 10,3 millions un an auparavant, soit une diminution de 10,0%. Quant à la production du pétrole condensat, elle a atteint 3,4 millions de barils, en retrait de 9,5 % par rapport aux 3,9 millions enregistrés au premier semestre 2024.

Ces évolutions confirment la tendance baissière du secteur pétrolier national et soulignent la nécessité de renforcer les investissements d'exploration, notamment dans les zones offshore profondes, afin de soutenir la production à moyen terme.

Graphique 3. Évolution de la production du pétrole (brut + condensat)



Sources : CODAFIS et BEAC

d. Activité minière

Après une production cumulée de 36 318 grammes d'or enregistrée entre 2021 et 2023, le secteur minier a connu une interruption totale des opérations à partir de 2024. Cette suspension s'inscrit dans le cadre des enquêtes et révisions contractuelles initiées par les autorités nationales en vue d'une restructuration et d'une renégociation globale des conventions minières en vigueur.

Dans cette optique, le Gouvernement a procédé à la création de la Société Nationale des Mines, entité publique chargée d'encadrer et relancer la production minière, d'améliorer la gouvernance du secteur et de promouvoir l'exploitation durable des ressources naturelles.

2.1.4.2 Secteur secondaire

Le secteur secondaire affiche en 2025 une performance globalement négative, marquée par une mauvaise dynamique des industries extractives. Cette évolution reflète les contre-performances de l'industrie gazière et les arrêts prolongés de la production dans l'usine de méthanol. Néanmoins, certains segments, notamment le bois transformé et la production du ciment, enregistrent des avancées significatives, contribuant à la substitution aux importations, à la création d'emplois et à la stimulation du tissu productif local.

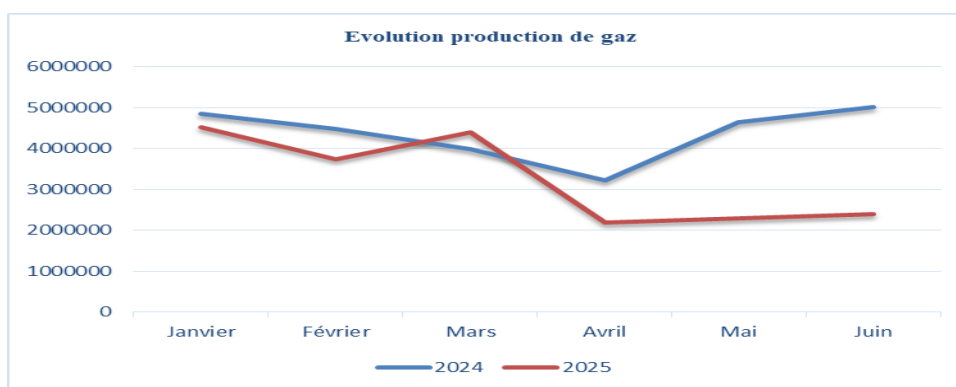
a. Activité Gazière

L'activité gazière demeure un pilier stratégique du secteur secondaire. À moyen terme, les perspectives reposent sur la deuxième phase du mégaprojet Gas Mega Hub, dénommé "Alba Tail", qui devrait renforcer les capacités nationales de liquéfaction et accroître les exportations régionales de gaz.

Selon les données reçues de CODAFIS, la production totale de gaz (GNL, propane, butane et LPG mixte) s'est établie à 25 millions de barils équivalents pétrole (BEP) au 30 juin 2025, contre 26,2 millions de BEP à la même période en 2024, soit une baisse de 4,5 %.

Selon les informations fournies par le Ministère des Hydrocarbures et du Développement Minier, cette contre-performance est principalement imputable à la panne technique de l'usine de méthanol d'AMPCO survenue en octobre 2024.

Graphique 4. Évolution de la production du Gaz



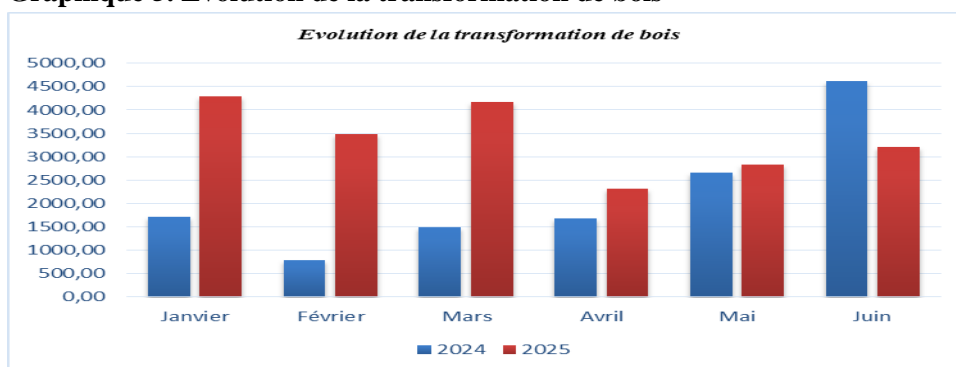
Sources: CODAFIS et BEAC

b. Industries forestières et manufacturières

▪ Industries forestières

Le sous-secteur forestier a connu une reprise soutenue au premier semestre 2025. D'après les statistiques du Ministère en charge des Forêts, la transformation du bois s'est établie à 21,4 milliers de m³, contre 12,9 milliers de m³ à la même période en 2024, soit une hausse de 65%. Cette amélioration découle de l'autorisation du transit du bois transformé dans les voies conventionnelles, accompagnée de la délivrance de nouveaux permis d'exploitation favorisant la relance des activités industrielles et des exportations de produits transformés.

Graphique 5. Evolution de la transformation de bois



Sources : Ministère des Forest et BEAC

▪ Production du Ciment et Clinker

La mise en service de la nouvelle usine de production de ciment AKOGA CEMENTO représente une étape majeure dans la relance industrielle nationale. Dotée d'une capacité optimale de 3 000 tonnes par jour (soit environ 60 000 sacs de ciment), cette infrastructure industrielle peut générer jusqu'à 1 300 emplois directs et indirects.

Axée sur la production de clinker, l'usine fonctionne en régime continu, tandis que la production de ciment est ajustée selon les besoins du marché national et les opportunités d'exportation.

Au premier semestre 2025, la production de ciment s'est élevée à 54 065 tonnes, dont 7 049 tonnes exportées, tandis que la production de clinker a atteint 226 042 tonnes, avec 208 173 tonnes destinées à l'exportation. Les principaux marchés de destination incluent le Congo, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Brésil, confirmant la compétitivité émergente de la Guinée équatoriale dans le segment des matériaux de construction.

- **Construction**

Le secteur de la construction reste l'un des piliers du développement national, bien qu'il demeure fortement tributaire des revenus pétroliers, principale source de financement des investissements publics. Cette évolution traduit la prudence budgétaire observée dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures, dans un contexte de consolidation des dépenses publiques.

À moyen terme, les perspectives demeurent favorables grâce à la mise en œuvre du plan de diversification économique, à la promotion de la production locale de matériaux et à l'arrivée d'investissements étrangers structurants, susceptibles de stimuler la demande d'infrastructures et de soutenir la croissance de l'emploi.

- **Autres industries manufacturières**

En ce qui concerne les autres industries manufacturières, le sous-secteur des brasseries et boissons a poursuivi sa modernisation structurelle, portée par l'amélioration des capacités de production et la baisse des coûts des intrants essentiels (maïs, malt, sucre). Toutefois, la production totale de bière a reculé de 25% au premier semestre 2025, passant de 461 704 hectolitres à 346 544 hectolitres, en raison de l'interruption temporaire des activités de l'opérateur ENBASA en mars 2025 pour des motifs administratifs.

Malgré ce repli conjoncturel, les perspectives demeurent encourageantes, grâce à la mise en œuvre de projets d'expansion visant à satisfaire la demande intérieure et à développer les exportations régionales.

c. Energie

Les investissements publics réalisés ces dernières années ont permis une amélioration continue de la capacité installée de production d'électricité, estimée à 591,3 MW selon le Ministère de l'Électricité et des Énergies Renouvelables. Cependant, la capacité effective de production reste limitée à environ 238,4 MW, en raison de la mise à l'arrêt partielle de plusieurs centrales nécessitant des opérations de maintenance et de réhabilitation.

La mise en service de la centrale hydroélectrique de Sendje d'une capacité de 200 MW constituerait une avancée majeure pour la sécurité énergétique nationale. Parallèlement, le projet d'interconnexion électrique Guinée Equatoriale–Gabon, inscrit dans le cadre du Pôle Énergétique de l'Afrique Centrale (PEAC), a franchi plusieurs étapes clés depuis sa mise en œuvre.

Au premier semestre 2025, la production nationale d'électricité s'est élevée à 1 043,6 MWh, contre 1 069,3 MWh à la même période en 2024, soit une légère hausse de 2,5%. En revanche, la consommation d'énergie a reculé de 25,4 %, passant de 1 193 932 à 890 420 kWh.

2.1.4.3 Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire devrait obérer la croissance de -0,4% en 2025, après une contribution positive de 0,5% enregistrée en 2024. Nonobstant, les perspectives demeurent favorables dans le commerce, les services financiers, l'hôtellerie et les télécommunications. L'amélioration du taux d'occupation hôtelier, la mise en œuvre du visa électronique, ainsi que la modernisation des télécommunications devraient stimuler les activités touristiques.

a. Commerce

Au 30 juin 2025, le chiffre d'affaires global des sociétés commerciales, incluant les entreprises spécialisées dans la vente d'équipements et de matériel de construction, s'est établi à 154 milliards de FCFA, contre 153 milliards de FCFA à la même période en 2024, soit une légère progression de 1%. Cette évolution modérée traduit une stabilisation de l'activité commerciale, soutenue par une reprise graduelle de la demande intérieure et par l'approvisionnement régulier des circuits de distribution.

b. Restauration et hôtels

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a maintenu une tendance stable au premier semestre 2025, dans un contexte de normalisation progressive du tourisme d'affaires et institutionnel. Le taux d'occupation moyen des principaux hôtels du pays s'est établi à 39,3% au 30 juin 2025, contre 32,6% à la même période en 2024, traduisant une amélioration marginale mais constante de la fréquentation.

À moyen terme, les perspectives du secteur touristique apparaissent favorables, portées par la mise en œuvre du projet de visa électronique (e-visa), qui vise à faciliter l'accès au territoire national et à stimuler la demande touristique régionale et internationale. Ce dispositif devrait également bénéficier aux secteurs connexes, notamment le transport aérien, l'hôtellerie, la restauration et le commerce, dans le contexte des nombreuses réunions et conférences sous-régionales prévues dans le pays au cours de la période 2025-2026.

c. Transports

Le secteur des transports occupe une position stratégique dans l'économie nationale, assurant la connectivité territoriale et régionale d'un pays à géographie mixte (continentale et insulaire). Il joue un rôle essentiel dans la mobilité des biens et des personnes, ainsi que dans le désenclavement des zones de production, contribuant directement aux objectifs de diversification économique définis par le Gouvernement.

Selon les données disponibles au premier semestre 2025, le trafic aérien a atteint 299 milliers de passagers, contre 290 milliers à la même période en 2024, soit une hausse de 3%, témoignant d'une reprise progressive du transport aérien domestique et international.

En revanche, le transport maritime a connu des évolutions contrastées :

- Les frets à l'exportation se sont contractés de manière significative, passant de 610 milliers en 2024 à 142 milliers de tonnes en 2025, soit une baisse de 77 %, sous l'effet du recul des expéditions d'hydrocarbures et de produits dérivés.
- Les frets à l'importation, en revanche, ont progressé de 426 milliers à 472 milliers de tonnes, soit une augmentation de 11 %, traduisant une reprise des approvisionnements en biens d'équipement et en matériaux de construction.

La modernisation des infrastructures portuaires, aéroportuaires et routières demeure un enjeu central pour soutenir la croissance inclusive et renforcer l'intégration économique sous régionale.

d. Télécommunication

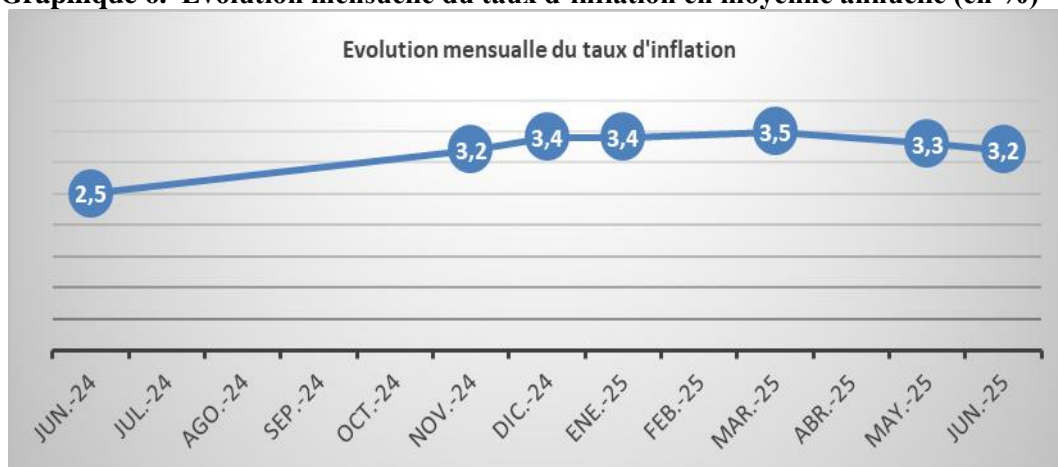
Le secteur des télécommunications poursuit sa croissance dynamique, soutenue par les réformes réglementaires et les investissements publics et privés visant à renforcer l'inclusion numérique. L'Arrêté ministériel n°01/2019 du 5 mars a institué une réduction progressive du prix du gigaoctet de données mobiles, contribuant à démocratiser l'accès à Internet et à stimuler la consommation de services numériques. Parallèlement, le Gouvernement a introduit des incitations fiscales et douanières, notamment la réduction des droits d'importation sur les équipements technologiques, afin d'encourager les investissements dans les infrastructures numériques.

2.1.5 Evolution des prix

Sur le plan des prix, l'économie de la Guinée Equatoriale demeure soumise à des pressions inflationnistes persistantes, amorcées depuis le dernier trimestre de l'année 2025.

Ainsi, selon les données publiées par l'Institut National des Statistiques de la Guinée équatoriale (INEGE), le taux d'inflation annuelle moyenne s'est établi à 3,2% à fin juin 2025, dépassant légèrement la norme communautaire de 3%, contre 2,5% à la même période en 2024. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des prix des produits alimentaires, boissons alcoolisées et non alcoolisées, tabac, transport et services de santé.

Graphique 6. Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Sources: INEGE et BEAC

2.2 Affiliation à la sécurité sociale et marché du travail

La sécurité sociale en Guinée équatoriale, gérée par l'Institut National de la Sécurité Sociale (INSESO), a connu une évolution positive ces dernières années, avec une augmentation de 7% du nombre d'affiliés au 30 juin 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette croissance reflète une meilleure formalisation de l'emploi et un renforcement des mécanismes d'enregistrement et de contrôle des cotisants. Cependant, elle coexiste avec des défis structurels, notamment le chômage et le sous-emploi persistants, qui limitent l'inclusion d'une part importante de la population active dans le système.

Le marché du travail national, pour sa part, reste caractérisé par une dualité structurelle: d'une part, un secteur moderne restreint, dominé par la fonction publique et les activités liées aux hydrocarbures ; d'autre part, un secteur informel prédominant, qui absorbe la majeure partie de la main-d'œuvre active.

Les données récentes communiquées par le ministère en charge de l'Emploi mettent en évidence une faible intensité d'embauche et une demande d'emploi soutenue, révélant ainsi un déséquilibre croissant entre l'offre de travail et le potentiel de main-d'œuvre disponible. Cette situation est d'autant plus préoccupante que la Guinée Équatoriale connaît une croissance démographique soutenue et un taux d'alphabétisation élevé, tandis que le chômage des jeunes (15–34 ans) demeure alarmant, avoisinant 70 %. Ce constat traduit une inadéquation profonde entre la structure productive nationale et la dynamique de l'emploi, posant un défi économique et social majeur à moyen terme.

Sur la période 2024–2025, les faibles fluctuations semestrielles enregistrées dans les mouvements d'embauche, d'offres et de demandes d'emploi confirment la faible vitalité du marché du travail, largement dominé par un emploi informel non recensé. D'un point de vue spatial, la région continentale demeure plus dynamique dans la création d'emplois industriels et de construction, tandis que la région insulaire concentre principalement les emplois administratifs et de services. Cette dernière regroupe également près de 75 % des demandeurs d'emploi, reflet à la fois du poids démographique de Malabo et d'un déséquilibre territorial persistant dans la répartition des opportunités économiques.

L'analyse sectorielle met en exergue la prépondérance du secteur des services, suivi par celui du bâtiment et des travaux publics (BTP), souvent à caractère précaire ou de subsistance, tandis que le secteur formel ne regroupe qu'une fraction minoritaire de l'emploi total. Cette configuration illustre à la fois la faible diversification de l'économie nationale et la désarticulation entre les formations disponibles et les besoins réels du secteur productif. Afin d'inverser cette tendance, il apparaît indispensable de renforcer la diversification productive, d'adapter la formation technique et professionnelle aux besoins du marché, et de favoriser la formalisation de l'emploi à travers un appui ciblé aux PME et à l'entrepreneuriat local.

Enfin, le renforcement des statistiques du travail s'impose comme un impératif stratégique pour appuyer les politiques publiques par des analyses objectives et fiables. À cet égard, l'étude prévue par la BEAC visant à améliorer le recouvrement des déclarations des entreprises, constituent des initiatives prioritaires pour une meilleure connaissance du tissu économique et une formulation éclairée des politiques de l'emploi.

2.3 Finances publiques

Le budget de l'État de la Guinée-Équatoriale a été élaboré dans un environnement international incertain, marqué par les tensions géopolitiques et la volatilité des prix des matières premières. Ce cadre budgétaire repose sur trois axes principaux : i) la mise en œuvre de l'Agenda Guinée Équatoriale 2035, ii) le Mémoire de Politiques Économiques et Financières signé avec le FMI, et iii) le Décret sur les Mesures Économiques et Financières pour la réactivation et la consolidation des Finances Publiques (2024-2028).

Tableau 4. Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale au 30 de juin 2025 (en milliards de F CFA)

FINANCES PUBLIQUES	jun-25	jun-24	var (Juin 2025/2024)	
			%	nominale
RECETTES TOTALES	805.532	675.143	19	130.389
RECETTES PETROLIERES	664.094	553.903	20	110.191
Recette petrolier fiscales	215.957	195.310	11	20.647
Recettes petroliers non fiscales	448.137	358.593	25	89.544
RECETTES NON PETROLIERES	141.438	121.240	17	20.198
Recettes non Petroleirs fiscales	73.397	82.847	-11	-9.450
Recetes non petroliers non fiscales	48.819	38.393	27	10.426
DEPENSES TOTALES	658.122	670.004	-2	-11.881
DEPENSES EN CAPITAL	226.972	237.950	-5	-10.978
DEPENSES COURANTES	431.150	432.054	0	-903
Depenses financiers de la dette	31.309	37.130	-16	-5.821
Depenses du Personnel	112.419	107.209	5	5.211
Depenses en biens courants et services	167.707	156.265	7	11.442
Subventions et Transferts	116.183	124.093	-6	-7.910
AUTRES DEPENSES	3.532	7.357	-52	-3.824
SOLDE BUDGETAIRE	147.410	5.139	2768	142.270

Sources: Direction Générale du Budget

Selon la Direction Générale du Budget, les recettes publiques ont progressé de 19% au 30 juin 2025, atteignant 805,5 milliards de FCFA contre 675,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des revenus provenant des droits sur les ressources et des dividendes du secteur des hydrocarbures, ainsi qu'à l'amélioration de la collecte des recettes non pétrolières.

En termes de composition, les revenus pétroliers représentent 82,4% des recettes totales, soit une progression de 20% en glissement annuel, portés essentiellement par la hausse des recettes pétrolières non fiscales, notamment les revenus issus des redevances pétrolières et des droits de propriété sur les ressources.

Plus en détail, les recettes pétrolières ont augmenté de 20%, soit un gain de 110,1 milliards de FCFA, pour atteindre 664 milliards de FCFA à fin juin 2025, contre 553,9 milliards de FCFA douze mois plus tôt. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse des recettes pétrolières non fiscales, notamment les revenus issus des droits de propriété sur les ressources et des redevances pétrolières.

Pour sa part, les recettes non pétrolières ont augmenté de 17 %, atteignant 141 milliards de FCFA à fin juin 2025, contre 121 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Cette amélioration s'explique principalement par un meilleur recouvrement des impôts sur le revenu, les bénéfices et les plus-values. Elle traduit les effets positifs des réformes fiscales engagées depuis 2023.

S'agissant des dépenses budgétaires, une réduction globale de 2% a été observée, passant de 670 milliards de FCFA à fin juin 2025 à 658 milliards de FCFA un an plus tard. Cette réduction est principalement due à une baisse des charges de la dette et d'un ajustement des dépenses en capital.

Par conséquent, au 30 juin 2025, l'exécution budgétaire s'est traduite par un excédent de 147 milliards de FCFA, contre seulement 5,1 milliards de FCFA enregistré à la même période en 2024.

2.4 Surveillance Multilatérale

Conformément au mécanisme de surveillance multilatérale de la CEMAC, la Guinée équatoriale satisfait à deux (2) des quatre critères de convergence au terme du premier semestre 2025. Les indicateurs montrent des progrès notables dans la gestion de la dette et le règlement des arriérés, mais révèlent encore des défis sur le plan du solde budgétaire et de la stabilité des prix. Ainsi, la situation de la Guinée Equatoriale, au regard de ces critères, se présenterait comme suit :

1. Taux d'inflation

Selon les informations communiquées par l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation s'est établi à 3,2% en moyenne annuelle, légèrement supérieur à la norme communautaire de 3%. Ce résultat indique que le critère relatif à l'inflation n'a pas été respecté.

2. Solde budgétaire de référence

Sur la base des données de finances publiques et les estimations de la BEAC, le solde budgétaire de référence estimé à -5,7% du PIB, reste en dessous du plancher communautaire fixé à -1,5%. Au regard de la norme communautaire qui fixe le plancher à -1,5% du PIB, donc ce critère n'a pas été respecté.

3. Taux d'endettement public

Selon les données au 30 juin communiquées par la Caisse Autonome d'Amortissement, le stock de la dette publique et à garantie publique représente 31% du PIB nominal de l'année 2025. Ce niveau étant en dessous du seuil communautaire fixé à 70% du PIB est respecté.

4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant selon un plan d'apurement validé

Enfin, la non-accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs a été respectée, conformément au plan d'apurement validé avec les partenaires financiers. Ces résultats traduisent une amélioration graduelle de la gouvernance budgétaire, tout en soulignant la nécessité de maintenir une discipline fiscale rigoureuse et d'accélérer la diversification de la base productive pour renforcer la convergence régionale.

2.5 Secteur Extérieur

L'analyse des comptes extérieurs au 30 juin 2025 met en évidence un affaiblissement du solde du compte courant, sous l'effet conjugué de la baisse des exportations d'hydrocarbures. Le compte courant, qui afficherait un excédent estimé à 3% du PIB par rapport au 5% du PIB en 2024.

Le compte de capital quant à lui demeure nul entre 2024 et 2025. Le renforcement de la coopération économique et la diversification des sources de financement demeurent essentiels pour améliorer la position extérieure du pays.

Tableau 5. Indicateurs macroéconomique clés analysés (2024-2025)

Domaine	Indicateur clé	Unité	2024	2025	Variation 2025/2024	Source principale
Croissance	Taux de croissance du PIB réel	%		-0.4		BEAC
Inflation	Taux d'inflation moyenne annuelle	%	2.8	3.2	+0.4	INEGE / BEAC
Hydrocarbures	Production pétrolière (brut + condensat)	Millions barils	14.2	12.7	-10,7%	CODAFIS
Gaz	Production gazière (BEP)	Millions BEP	26.2	19.5	-25,5%	CODAFIS
Bois	Volume de bois transformé	m ³	11200.0	16000.0	+42,9%	Min. Forêts / BEAC
Ciment	Production de ciment	Tonnes	49000.0	54065.0	+10,3%	AKOGA CEMENTO
Électricité	Production nationale	MWh	1069.0	1043.0	-2,4%	SEGESA
Finances publiques	Recettes totales	Milliards FCFA	675.1	805.5	+19,3%	DGB / BEAC
Finances publiques	Dépenses totales	Milliards FCFA	237.0	226.0	-4,6%	DGB / BEAC
Finances publiques	Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	% PIB	-0.2	-5.7	—	BEAC
Secteur extérieur	Solde du compte courant	% PIB	-5.5	3.0	-2,5 pts	BEAC
Dette publique	Encours dette publique / PIB	%	31.7	31.0	-0,7 pts	CAADP / BEAC

3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale en glissement annuel au 30 juin 2025, a été marquée par : i) une augmentation de la position extérieure globale, ii) une augmentation des créances nettes sur l'Etat, iii) un décroissement du financement de l'économie et iv) une augmentation de la masse monétaire.

Tableau 6. Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)

Situation Monétaire Résumée	déc-23	2024		2025		VARIATIONS	
		juin	décembre	mars	juin	nominal	%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	938 504	705 216	638 061	856 073	729 658	24 442	3,47%
CREDIT INTERIEUR	748 546	858 928	970 418	914 394	880 519	21 591	2,5%
Créances nettes sur l'Etat	84 884	136 422	202 554	207 650	169 775	33 353	24,45%
Dont : PNG	160 535	221 299	277 663	296 986	260 864	39 565	17,88%
Crédit à l'Economie	663 662	722 506	767 864	706 744	710 744	11 762	-1,63%
TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 687 050	1 564 144	1 608 479	1 770 467	1 610 177	46 033	2,94%
MASSE MONETAIRE	1 439 862	1 348 391	1 485 519	1 524 543	1 492 807	144 416	10,71%
AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets	247 188	210 590	122 961	245 923	117 370	93 220	-44,27%

Source : BEAC

3.1 Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)

3.1.1 Avoirs extérieurs nets

A fin juin 2025, les Avoirs Extérieurs Nets du système monétaire ont augmenté de 3,5% (24,4 milliards de FCFA), revenant d'un solde de 705,2 milliards de FCFA en juin 2024 à un solde de 729,7 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution s'explique par la diminution des engagements extérieurs de 20,2%.

Dans la ventilation par composantes, les avoirs extérieurs bruts ont diminué de 28,9 milliards de FCFA, soit -3,0%. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC de 71,4 milliards de FCFA, soit 9,8%, revenant d'un solde de 724,9 milliards de FCFA à fin juin 2024, à un solde de 653,5 milliards de FCFA un an plus tard. Nonobstant, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont augmenté de 42,4 milliards de FCFA, soit 17,3%, passant de 245,1 milliards de FCFA au 30 juin 2024, à 287,5 milliards de FCFA à fin juin 2025.

En ce qui concerne les engagements extérieurs, la diminution du solde de 20,2% (-53,4 milliards de FCFA), est due à la baisse des engagements extérieurs de la BEAC de 13,4% (-28,3 millions de F CFA), passant d'un solde de 210,9 milliards de FCFA au 30 juin 2024, à un solde de 182,6 milliards de FCFA un an plus tard. De même, les engagements extérieurs des banques commerciales ont baissé de 46,6% (-25,1 milliards de F CFA), se situant à 28,7 milliards de FCFA à fin juin 2025 contre 53,8 milliards de FCFA un an plutôt.

Tableau 7. Evolution des avoirs extérieurs Nets (en millions de FCFA)

Avoirs Extérieurs Nets	déc-23	2024		2025		Variation	
		juin	décembre	mars	juin	nominal	%
AVOIRS EXTERIEURS BRUTS	1 194 331	969 909	903 589	1 089 502	940 985	- 28 924	-2,98%
BEAC	913 331	724 859	679 883	882 231	653 509	- 71 350	-9,84%
- dont <i>Compte d'opérations</i>	662 050	484 831	444 430	555 728	403 558	- 81 272	-16,76%
Autres créances et avoirs en devises convertibles (SDM)	227 322	216 917	208 233	304 106	234 494	- 17 577	8,10%
BANQUES COMMERCIALES	281 000	245 050	223 706	207 271	287 476	42 426	17,31%
- SGB-GE	57 729	2 536	55 451	5 109	38 423	35 887	1415,10%
- CCEI BANK GE	24 040	24 040	24 040	6 778	7 332	- 16 708	-69,50%
- BGFI BANK	112 232	108 047	26 859	83 480	80 478	- 27 569	-25,52%
- BANGE	21 359	31 088	27 202	33 859	51 229	20 141	64,79%
- ECOBANKGE	65 640	79 339	90 154	78 045	110 014	30 675	38,66%
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	255 827	264 693	265 528	233 429	211 327	- 53 366	-20,16%
BEAC	208 428	210 889	205 537	196 020	182 580	- 28 309	-13,42%
Allocations DTS	145 551	146 889	150 009	146 871	140 151	- 6 738	-4,59%
Recours aux crédits FMI	61 126	59 721	54 119	48 227	39 602	- 20 119	-33,69%
BANQUES COMMERCIALES	47 399	53 804	59 991	37 409	28 747	- 25 057	-46,57%
- SGB-GE	2 619	75	6 382	279	1 694	1 619	2158,67%
- CCEI BANK GE	15 517	15 517	15 517	568	5 022	- 10 495	-67,64%
- BGFI BANK	19 619	23 699	33 548	27 395	14 444	- 9 255	-39,05%
- BANGE	5 278	10 405	130	1 638	1 486	- 8 919	-85,72%
- ECOBANKGE	4 366	4 108	4 414	7 529	6 101	- 1 993	48,52%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	938 504	705 216	638 061	856 073	729 658	24 442	3,47%

Source: BEAC

3.1.1.2 Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a connu une hausse de 2,5% (21,6 milliards de FCFA), passant de 858,9 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 880,5 milliards de FCFA à la même date un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse des créances nettes sur l'Etat de 24,5%, tandis que les crédits à l'économie ont légèrement évolué à la baisse de 1,6%.

a. Créances nettes sur l'Etat

Les Créances Nettes sur l'Etat dans le système monétaire ont évolué avec un solde débiteur de 169,8 milliards de FCFA à fin juin 2025, contre un solde aussi débiteur de 136,4 milliards de FCFA à fin juin 2024, soit une augmentation de 24,5 milliards de FCFA. Cette évolution des créances nettes sur l'Etat s'explique par la diminution des dépôts et encaisses de l'Etat à la Banque Centrale de 136,9 milliards de FCFA, ainsi que par la hausse des créances de l'Etat aux banques commerciales de 23,9% (84,4 milliards de FCFA), expliquée particulièrement par la hausse des BTA de 101,5% (96,1 milliards de FCFA), entre juin 2024 et juin 2025.

Tableau 8. Créances nettes sur l'Etat (en millions de FCFA)

Créances Nettes sur l'Etat	déc-23	2024		2025		Variation	
		juin	décembre	mars	juin	nominal	%
BEAC	- 3 663	88 580	172 488	196 649	211 065	122 485	138,28%
Créances	654 341	655 980	644 852	646 173	641 525	14 455	-2,20%
Avance exceptionnelle au Trésor	45 638	47 277	36 149	36 779	37 416	9 861	-20,86%
Avance Consolidés sur l'Etat	608 703	608 703	608 703	609 394	604 109	4 594	-0,75%
Engagements	658 004	567 400	472 364	449 524	430 460	136 940	-24,13%
Dépôts et Encaisses de l'Etat	658 004	567 400	472 364	449 524	430 460	136 940	-24,13%
RECOURS AUX RESSOURCES DU FMI	181 687	181 390	178 373	169 881	155 690	25 700	-14,17%
Contrepartie des Allocations de DIS versées aux Etats	120 561	121 669	124 254	121 654	116 088	5 581	-4,59%
Crédits du FMI (contrepartie versée au Trésor)	61 126	59 721	54 119	48 227	39 602	20 119	-33,69%
BANQUES COMMERCIALES	- 93 140	- 133 548	- 148 307	- 158 881	- 196 980	- 63 432	-47,50%
Créances	318 826	353 490	415 997	427 548	437 932	84 442	23,89%
Gouvernement	316 598	350 346	412 787	424 835	435 288	84 942	24,25%
Trésor	245 962	244 325	244 325	247 304	239 060	5 265	-2,15%
Bons de Trésor et assimilés	58 794	94 722	157 832	171 805	190 834	96 112	101,47%
Autres crédits au Gouvernement	11 842	11 299	10 630	5 726	5 394	5 905	-52,26%
Organismes Publis	2 228	3 144	3 210	2 713	2 644	500	-15,90%
Dépôts et Engagements de l'Etat	411 966	487 038	564 304	586 429	634 912	147 874	30,36%
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	84 884	136 422	202 554	207 650	169 775	33 353	24,45%
Autres créances nettes sur l'Etat	-75 651	-84 877	-75 109	-89 336	-91 089	6 213	-7,32%
Dont: PNG	160 535	221 299	277 663	296 986	260 864	39 565	17,88%

Source: BEAC

b. Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a connu une légère diminution de 1,6% (11,8 milliards de FCFA) sur la période d'analyse. Il est passé de 722,5 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à un solde de 710,7 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette évolution est induite principalement par la baisse des crédits à court terme de 5,4% durant la période sous-revue.

Suivant la maturité des crédits octroyés par les banques à fin juin 2025, l'analyse fait ressortir la situation suivante : 447,6 milliards de FCFA de crédits à court terme ; 225,9 milliards de FCFA de crédits à moyen terme et 37,2 milliards de FCFA de crédits à long terme.

En termes de structure globale, les crédits à court terme ont représenté 62,9%, tandis que les crédits à moyen et à long terme ont représenté 31,8% et 5,2% respectivement du total des crédits à l'économie.

Tableau 9. Crédits à l'Economie (en millions de FCFA)

Crédits à l'Economie	déc-23	2024		2025		VARIATIONS	
		juin	décembre	mars	juin	nominal	%
CREDITS A COURT TERME	445 217	473 297	505 961	447 387	447 561	- 25 736	-5,44%
SGB-GE	109 196	107 946	119 553	94 271	89 301	- 18 645	-17,27%
CCEI BANK-GE	110 079	110 079	110 079	114 948	115 822	5 743	5,22%
BGFI BANK	99 892	130 670	149 447	108 856	104 081	- 26 589	-20,35%
BANGE	108 847	107 661	110 084	112 860	118 895	11 234	10,43%
ECOBANKGE	17 203	16 941	16 798	16 452	19 462	2 521	14,88%
CREDITS A MOYEN TERMES	193 572	213 892	228 718	222 214	225 972	12 080	5,65%
SGB-GE	11 498	16 205	16 691	16 116	16 163	42	-0,26%
CCEI BANK-GE	53 063	53 063	53 063	46 711	48 304	4 759	-8,97%
BGFI BANK	29 666	32 268	39 135	38 980	36 969	- 4 701	-14,57%
BANGE	99 163	112 043	119 398	119 892	123 978	11 935	10,65%
ECOBANKGE	182	313	431	515	558	245	78,27%
CREDITS A LONG TERMES	24 873	35 317	33 185	37 143	37 211	1 894	5,36%
SGB-GE	871	751	850	871	848	- 97	-12,92%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-
BGFI BANK	1 197	4 504	2 278	2 184	1 653	- 2 851	-63,30%
BANGE	22 805	30 062	30 057	34 088	34 710	4 648	15,46%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL CREDITS A L'ECONOMIE	663 662	722 506	767 864	706 744	710 744	- 11 762	-1,63%

Source: BEAC

3.2 Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)

La masse monétaire (M2) s'est accrue de 10,7% (144,4 milliards de FCFA) passant de 1 348,4 milliards de FCFA à fin juin 2024 à 1 492,8 milliards de FCFA un an plus tard, en liaison avec la dynamique de ses composantes.

Tableau 10. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) (en millions de FCFA)

MASSEMONETAIRE	déc-23	2024		2025		Variations	
		juin	décembre	mars	juin	nominal	%
DISPONIBILITES MONETAIRES	1 173 639	1 082 233	1 210 480	1 244 917	1 216 904	- 134 671	-12,44%
Monnaie Fiduciaire	343 206	320 756	387 893	353 709	337 320	- 16 565	-5,16%
Monnaie Scripturale	830 433	761 477	822 587	891 208	879 584	- 118 106	-15,51%
QUASI-MONNAIE	266 223	266 158	275 039	279 626	275 903	- 9 745	-3,66%
MASSEMONETAIRE	1 439 862	1 348 391	1 485 519	1 524 543	1 492 807	- 144 416	-10,71%

Source: BEAC

Selon l'analyse des composantes de la masse monétaire au sens large (M2), les disponibilités monétaires (M0), qui comprennent la monnaie fiduciaire et monnaie scripturale, ont augmenté de 12,4% (134,7 milliards de FCFA), passant de 1 082,2 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 1 216,9 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est liée à la hausse de la monnaie fiduciaire de 5,2% (16,6 milliards de FCFA) sur la période d'analyse, ainsi qu'à la hausse de la monnaie scripturale de 15,5% (118,1 milliards de FCFA). Quant à la quasi-monnaie (M1), qui correspond aux

dépôts à terme et l'épargne, elle s'est également accru de 3,7% (9,7 milliards de FCFA), passant de 266,2 milliards de FCFA à fin juin 2024 à 275,9 milliards de FCFA un an plus tard.

En ce qui concerne la structure de la masse monétaire au 30 juin 2025, la proportion des disponibilités monétaires et celle de la quasi-monnaie est restée quasiment stable, soient respectivement 81,5% et 18,5% au 30 juin 2025 contre 80,3% et 19,7% du total à fin juin 2024.

4. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE EN GUINÉE EQUATORIAL AU 30 JUIN 2025

Entre juin 2024 et 2025, la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatoriale a été marquée :

- À l'actif, par la baisse des avoirs extérieurs de 9,8% ;
- Au passif, par la baisse des depots de l'Etat 24,1%.

Tableau 11: Situation comptable résumée de la Banque Centrale (En millions de FCFA)

ACTIF	juin-24	déc-24	juin-25	Variations		PASSIF	juin-24	déc-24	juin-25	Variations	
				nominale	%					nominale	%
Avoirs extérieurs	724 859	679 883	653 509	-71 350	-9,84%	Base monétaire	679 684	828 520	838 887	159 203	23,42%
Créances sur l'Etat	837 370	823 225	797 215	-40 155	-4,80%	Dépôts de l'Etat	567 400	472 364	430 460	-136 940	-24,13%
Créances sur les banques	0	45 000	25 000	25 000		Engagements Extérieurs	210 889	205 537	182 580	-28 309	-13,42%
Avances aux IFNB	0	0	0	0		Fonds Propres	-2 241	-2 300	-2 419	-177	7,91%
Autres postes de l'actif	6 310	5 954	13 374	7 064	111,95%	Autres postes du passif	112 808	49 941	39 590	-73 218	-64,90%
TOTAL	1 568 540	1 554 062	1 489 099	-79 441	-5,06%	TOTAL	1 568 540	1 554 062	1 489 099	-79 441	-5,06%

Source : BEAC

4.1 L'Actif

4.1.1 Avoirs extérieurs

Les **avoirs extérieurs** ont diminué de 9,8% (-71,4 milliards de FCFA), passant de 724,9 milliards de FCFA à fin juin 2024 à 653,5 milliards de FCFA un an plus tard. Cette baisse est due à la diminution du Compte d'Opérations de 16,8% et des Avoirs en DTS de 50,5 % sur la période d'analyse.

Pour l'ensemble de la Zone d'Emission, le solde créditeur du Compte d'Opérations a enregistré par contre une hausse de 4,4% (191,9 milliards de FCFA), passant de 4 329,6 milliards de FCFA au 31 juin 2024 à 4 521,4 milliards de FCFA à fin juin 2025.

4.1.2 Créances sur l'Etat

Les **créances sur l'Etat** ont décliné de 4,8%, allant de 837,4 milliards de FCFA en juin 2024 à 797,2 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution est expliquée par la diminution du crédit du FMI (contrepartie versé au Trésor) de 33,7% (-20,1 milliards de FCFA) dans la période sous revue.

4.1.3 Les créances sur les banques

Les **créances sur les banques de la Guinée Equatoriale** apparaissent avec un solde de 25,0 milliards de FCFA au 30 juin 2025, après un solde nul à fin juin 2024.

4.1.3 Autres postes de l'actif

Les **autres postes de l'actif** (immeuble et mobilier, comptes d'ordre divers, souscription de la quote-part au FMI en devises, etc.) ont connu une hausse de 111,9% (7,1 milliards de FCFA) entre juin 2024 et juin 2025, passant d'un solde de 6,3 milliards de FCFA à un solde de 13,4 milliards de FCFA respectivement.

4.2 Passif

4.2.1 Base monétaire

La **Base monétaire** s'est accrue de 23,4% (159,2 milliards de FCFA), passant de 679,7 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 838,9 milliards de FCFA à fin juin 2025. Ces principales composantes ont évolué comme suit:

- Billets et monnaies hors banques créatrices de monnaie : hausse de 5,2% (16,6 milliards de FCFA), passant de 320,8 milliards de FCFA à fin juin 2024 à 337,3 milliards de FCFA à fin juin 2025;
- Réserves des banques créatrices de monnaie : une hausse de 39,9% (143,2 milliards de FCFA), passant de 358,2 milliards de FCFA à fin juin 2024 à 501,4 milliards de FCFA un an plus tard ;
- Dépôts des institutions financières non bancaires : en glissement annuel, elles se sont réduites de 83,1% (-0,6 milliards de FCFA) revenant de 0,7 milliards de FCFA à fin juin 2024 à 0,1 milliards de FCFA à la même période un an plus tard.
- Dépôts des entreprises publiques non financières : elles sont restées stables de 0,006 milliards de FCFA en glissement annuel entre fin juin 2024 et fin juin 2025.

4.2.2 Dépôts de l'Etat

Les **dépôts et encaisses de l'Etat** auprès de la BEAC ont décliné de 24,1% (-136,9 milliards de FCFA), revenant de 567,4 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 430,5 milliards de FCFA un an plus tard. Cette baisse a été expliquée par la diminution du Compte courant du Trésor et comptes publics de 58,5% (-72,6 milliards de FCFA) ainsi que par la diminution du solde des dépôts spéciaux du Trésor et Comptes Publics de 16,3% (-69,5 milliards de FCFA).

4.2.3 Engagements extérieurs

Les **engagements extérieurs de la BEAC en Guinée Equatoriale** ont baissé de 13,4% (-28,3 milliards de FCFA), revenant de 210,9 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 182,6 milliards de FCFA à la même période un an plus tard. Cette évolution s'explique principalement par la diminution du solde du compte *recours aux crédits FMI* de 4,6% (-6,7 milliards de FCFA).

4.2.4 Autres postes du passif

Les **Autres postes du passif** (Compte de Résultat, Comptes d'ordre divers, les écarts sur dépôts des Banques et Institutions Financières de la zone, écart sur les comptes courants des trésors nationaux, ...) ont connu une baisse de 64,9% (73,2 milliards de FCFA), revenant de 112,8 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 39,6 milliards de FCFA un an plus tard, due principalement à la diminution du solde du compte *Ecart Dépôts des Banque et institutions financières de la Zone*.

Pour conclure, le **taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs** de la CEMAC a enregistré une légère évolution à la hausse, passant d'un taux de couverture de 71,4% au 30 juin 2024 à 73,6% au 30 juin 2025.

5. LE SYSTEME BANCAIRE ÉQUATO-GUINÉEN AU 30 JUIN 2025

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 30 juin 2025. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEI GE), Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Le total agrégé des bilans s'établit à 2 159 Milliards FCFA. Il a décliné de 16,6 % par rapport au 30 juin 2024.

Les dépôts collectés s'élèvent à 1 801 Milliards FCFA (83,4 % du total du bilan). Par rapport à juin 2024, ils sont en augmentation de 17,8 %.

Les crédits bruts à la clientèle sont de 997 Milliards FCFA. Ils sont en recul de 0,04 % par rapport à leur niveau de juin 2024. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont progressé de 1,4 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 172 Milliards FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 824 Milliards FCFA (38,2 % du total du bilan), soit une variation annuelle de -0,3 %.

Les créances en souffrance s'élèvent à 316 Milliards FCFA. Elles représentent 31,7 % des crédits bruts contre 31,8 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée, comparée à la situation qui prévalait en juin 2024. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 54,5 % contre 53,5 % en juin 2024.

La couverture des crédits par les dépôts s'établit à 180,7% contre 153,3% en juin 2024. Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 804 Milliards FCFA. On relevait un excédent de 532 Milliards FCFA en juin 2024.

Les banques de la Guinée dégagent un excédent des capitaux permanents de 96 Milliards FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. A fin juin 2024, il s'élevait à 72 Milliards FCFA. L'excédent de trésorerie se situe à 1 073 Milliards FCFA (49,7% du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de 38 % par rapport à juin 2024.

Tableau 12. Evolution de la situation bilancielle (en millions de francs CFA)

AGREGAT	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
Dépôts de la clientèle	1 073	1 165	1 531	1 529	1 685	1 801
Crédits bruts	990	968	963	997	1 043	997
Créances en souffrance	583	548	313	317	318	316
Provisions à constituer	168	163	169	170	170	172
Crédits nets	822	805	794	827	874	824
Capitaux permanents	279	331	220	215	224	230
Valeurs immobilisées	105	148	134	143	139	134
Excédent/déficit de trésorerie	420	550	818	777	901	1 073
Total du bilan	1 352	1 503	1 751	2 589	2 009	2 159

Source: COBAC

5.1 Evolution des opérations avec la clientèle

5.1. 1 Les ressources collectées

Les ressources à vue (y compris les comptes d'épargne sur livrets) ont progressé de 16% par rapport à juin 2024. Elles s'établissent à 1 551 Milliards FCFA, soit 86% des dépôts collectés contre 87,3% douze mois plus tôt. Constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse notamment), les ressources à terme collectées auprès de la clientèle s'établissent à 249 Milliards FCFA, soit 13,85% du total des dépôts contre 12,7% à fin juin 2024. Elles se sont accrues de 28,52 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 13. Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes (en millions de francs CFA)

AGREGATS	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
Comptes à vue	916	993	1 299	1 292	1 461	1 518
Compte à terme	128	133	185	183	182	222
Comptes de dépôts à régime spécial	8	7	7	11	15	28
Autres comptes créditeurs et dettes rattachées	21	33	40	42	26	33
TOTAL DES DEPOTS	1 073	1 165	1 531	1 529	1 685	1 801

Les dépôts des administrations publiques ont progressé respectivement de 33,2% par rapport à juin 2024. Ils s'élèvent à 640 Milliards FCFA, soit 35,5% du total des dépôts contre 31,4% en juin 2024. De leur côté, les dépôts des entreprises publiques se fixent à 70 Milliards FCFA, soit 3,9% des dépôts collectés contre 10,7% douze mois plus tôt. Ils sont en baisse de 57% comparés à la situation de juin 2024. Enfin, les dépôts du secteur privé représentent 58% du total des dépôts contre 53,9% douze mois plus tôt. S'établissant à 1 044 Milliards FCFA, ils ont progressé de 26,8% par rapport à leur niveau de juin 2024.

Tableau 14. Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en millions de FCFA)

AGREGAT	30-déc-21	30-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
Dépôts publics	244	268	409	480	586	640
Dépôts des entreprises publiques	30	39	73	163	64	70
Dépôts privés	760	806	985	824	1 009	1 044
Dépôts des non-résidents	18	19	24	19	26	14
Dépôts non ventilés	21	33	40	42	32	33
Dépôts de la clientèle	1 073	1 165	1 531	1 529	1 685	1 801

Source: COBAC

5.1.2 Les crédits distribués

Les crédits aux administrations publiques ressortent à 253 Milliards FCFA, soit 25,4% du total des crédits bruts, contre 25,7% en juin 2024. En valeur absolue, ils sont en régression respectivement de 1,2% par rapport à juin 2024. Les crédits aux entreprises publiques s'établissent à 35 Milliards FCFA, soit 3,5% des crédits distribués contre 15,4% douze mois plus tôt. En valeur absolue, ils ont décliné de 77,5% du volume atteint en juin 2024. Quant aux crédits au secteur privé, ils s'élèvent à 559 Milliards FCFA, et représentent 56,1% du total des crédits bruts contre 46,5% douze mois plus tôt. Ils sont en hausse de 20,6% comparés à leur niveau de juin 2024.

Tableau 15. Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

AGREGAT	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
Crédits à l'Etat	14	11	258	256	264	253
Crédits aux entreprises publiques	12	15	19	153	46	35
Crédits au secteur privé	898	877	637	463	690	559
Crédits aux non-résidents	53	52	38	32	40	56
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	0	0	0	-	0
Autres créances (valeurs non imputées et créances rattachés)	13	14	11	1	2	2
Total Crédits	990	968	963	997	1 043	997

Source: COBAC

5.1.3 Evolution des opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se fixent à 79 Milliards FCFA contre 809 Milliards FCFA douze mois auparavant. Elles sont constituées de ressources à terme à concurrence de 81,86% et de ressources à vue à hauteur de 18,14%. Les contributions respectives étaient de 0,1% et 99,9% en juin 2024. Ajoutées à l'excédent des ressources clientèle, elles alimentent les emplois de trésorerie qui s'élèvent à 1 152 Milliards FCFA, dont 14,6% d'emplois à terme et 85,4% d'emplois à vue (y compris l'encaisse). En juin 2024, les emplois de trésorerie se fixaient à 1 586 Milliards FCFA, répartis entre 8,4% d'opérations à terme et 91,6% d'opérations à vue.

Tableau 16. Evolution des opérations de trésorerie (en millions de FCFA)

AGREGATS	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
Caisse	40	45	44	32	30	42
Opérations à vue	1 004	291	477	1 161	515	545
Opérations au jour le jour et à terme	19	20	67	133	46	168
Titres de placement et de transaction	403	389	238	250	367	386
Créances en souffrance nettes	0	0	-	0	0	0
Créances rattachées	1	16	16	10	9	11
Emplois de trésorerie	1 466	760	842	1 586	968	1 152
Opérations à vue	807	19	23	808	17	14
Opérations au jour le jour et à terme	239	191	1	0	50	65
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Ressources de trésorerie	1 046	210	23	809	67	79
EXCEDENT DE TRESORERIE	420	550	818	777	901	1 073

Source: COBAC

Les opérations avec la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) se caractérisent par un placement net des banques primaires de 486 Milliards FCFA. Le solde de ces opérations est en progrès de 14% par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 17. Evolution des opérations avec la BEAC (en millions de FCFA)

AGREGATS	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
+ BEAC Compte-courant débiteur	924	259	435	1 139	433	511
+ Placements à la BEAC	-	-	20	75	-	0
- BEAC Compte-courant créditeur	737	-	-	788	-	0
- Refinancement BEAC	171	128	-	0	45	25
SOLDE DES OPERATIONS AVEC LA BEAC	16	131	455	427	388	486

Quant aux opérations avec les correspondants associés (autres établissements de crédit implantés dans la CEMAC ou correspondants extérieurs appartenant, dans les deux cas, au même réseau), elles se traduisent par un placement net de 0,5 Milliards FCFA. Ce solde est en baisse de 14% par rapport au niveau atteint en juin 2024.

Tableau 18. Evolution des opérations avec les correspondants associés (en millions de F CFA)

AGREGATS	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	30-juin-24	31-déc-24	30-juin-25
+ Comptes à vue débiteurs	62	16	30	22	3 70	34
+ Prêts et comptes à terme	16	20	44	15	12	39
- Comptes à vue créditeurs	56	14	16	22	16	34
- Emprunts et comptes à terme	14	20	1	0	-	40
SOLDE CORRESPONDANTS ASSOCIES	9	2	58	14	66	-0,5

5.2 Respect des normes prudentielles

Au plan de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse (sans changement par rapport à l'année précédente à la même date) :

- banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (contre 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- en matière de solvabilité, 3 banques extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 1 banque l'année précédente à la même date ;
- dans le cadre des normes de division des risques, 3 banques parviennent pas à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 10 % desdits fonds propres (contre 2 banques l'année précédente à la même date) et seulement 1

banque se conforme à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 25 % des fonds propres nets (contre 2 banque l'année précédente à la même date) ;

- s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 4 banques réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (contre 2 banques l'année précédente à la même date) ;
- en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 5 banques (contre 4 banques l'année précédente à la même date) ;
- quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 2 banques parviennent à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (le nombre de banques en conformité était de 1 l'année précédente à la même date) ;

Enfin, 4 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 2 et l'année précédente à la même date).

Tableau 19. Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles

Normes Prudentielles	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	30/06/2024	31/12/2024	30/06/2025
Représentation du capital minimum	2	2	4	2	3	3
Couverture des risques	2	2	3	1	4	3
Plafond global des risques	2	2	2	2	2	3
Plafond individuel des risques	1	1	1	2	1	1
Couverture des immobilisations	1	1	2	2	2	4
Rapport de liquidité	4	4	4	4	4	5
Coefficient de transformation	0	1	1	1	1	2
Engagements sur les apparentés	2	2	2	2	3	4
Adéquation des fonds propres	1	1	1	1	1	1
Nombre total de banques	5	5	5	5	5	5

Au total, 1 banque seulement dispose de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (contre 1 banque le mois précédent et l'année précédente à la même date).

6. MARCHE MONETAIRE

L'évolution de la situation du marché monétaire de la Guinée Equatoriale, au cours du deuxième trimestre 2025, comparée à celle de la même période un an plus tôt, a été marquée principalement par : (i) une évolution très accentuée du volume des injections de liquidités, (ii) une absence des opérations de reprise de liquidité sur le système bancaire, et (iii) une évolution positive du marché des titres publics organisé par adjudication.

6.1 Evolution des interventions de la Banque Centrale

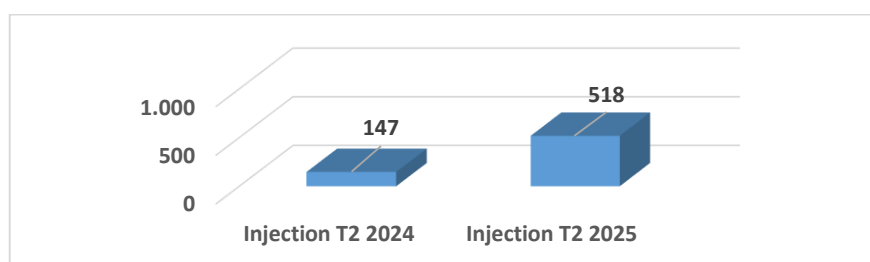
Au cours de la période sous revue, le compartiment des interventions d'open market de la Banque Centrale a été marqué par la poursuite des opérations d'injection de liquidités au niveau régional. Par ailleurs, la décision CPM n° 04/CPM/2023 du 12 décembre, demande à la BEAC de faire recours à l'ensemble des instruments de politique monétaire pour mieux gérer la liquidité et la possibilité de recourir à d'autres instruments ou mesures afin d'ajuster la liquidité bancaire.

6.1.1 Opérations principales d'Injection de Liquidité de la BEAC

Les concours octroyés au système bancaire de la Guinée Equatoriale au titre d'injection de liquidité au deuxième trimestre 2025, ont évolué de 252% soit 371 milliards de F.CFA. Ces concours sont composés des Opérations principales d'Injection de Liquidité de la BEAC (OPIL), les Facilité de Prêt Marginal (FPM), et les Opérations d'Injection de Liquidité à Maturité Longue (OILML).

- Les **Opérations principales d'Injection de Liquidité de la BEAC (OPIL)**, qui ont augmenté de 100% en passant d'aucun recours à fin juin 2024 à 304 milliards de FCFA à fin juin 2025
- Les **Facilités de Prêt Marginal (FPM)** quant à elles ont évolués de 45,57%, passant de 147 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 214 milliards de FCA sur la même période en 2025.
- Les **Opérations d'Injection de Liquidité à Maturité Longue (OILML)**, au cours de la période d'analyse, aucune opération n'a été enregistrée.

Graphique 7. Evolution des injections de liquidité (En milliards de FCFA)

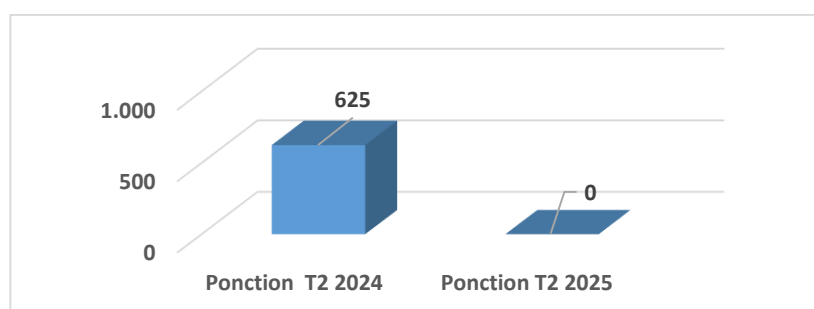


Source : BEAC

6.1.2 Opérations de Reprises de Liquidité

Les opérations de reprises de liquidité de la BEAC au système bancaire, au cours de la période, aucune opération n'a été enregistrée, contre un encours de 625 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024.

Graphique 8. Evolution des opérations de reprise de liquidité (En milliards de FCFA)



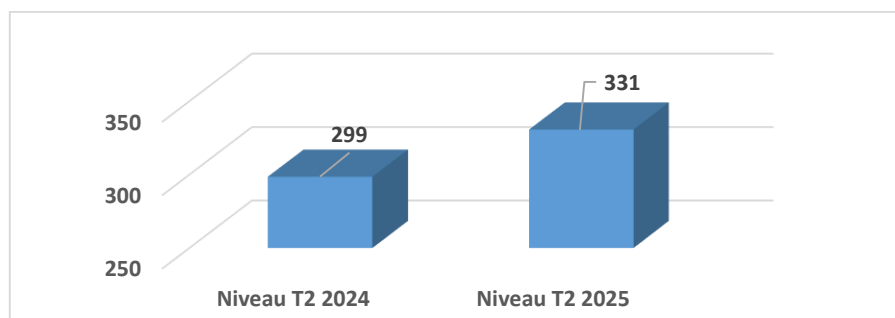
Source : BEAC

6.2 Evolution des réserves obligatoires

En glissement annuel, le volume du niveau des réserves obligatoires constitué par les banques a progressé de 11%, passant de 299 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2024 à 331 milliards de FCFA à la même période un an plus tard. Cette évolution s'explique principalement par une augmentation des dépôts de la clientèle du système bancaire. Par ailleurs, toutes les banques de la place ont respecté le niveau de réserves obligatoires à constituer au deuxième trimestre 2025 comme à la même période un an auparavant.

Ainsi, la BEAC a maintenu inchangé les coefficients des réserves obligatoires au cours de la période référencée, à 7,00% pour les exigibilités à vue et 4,50% pour les exigibilités à terme.

Graphique 9. Evolution des Réserves Obligatoires (En milliards de FCFA)



Source : BEAC

6.3 Conditions d'intervention de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni en sa session ordinaire du 24 mars 2025 a réaménagé ses principaux taux comme suit :

Tableau 20 : Taux d'intervention de la BEAC

Principaux taux d'intervention de la BEAC	
Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) :	.....de 5,00 à 4,5% %
Taux de la Facilité de Prêt Marginale (TFPM) :	.....6,75 % à 6,00%
Taux de la Facilité de dépôt :	..... 0,00 % (inchangé)
Taux d'intérêt sur Placements Publics de la BEAC	
Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP0):	..... 0,40 % (inchangé)
Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) :	..... 0,05 % (inchangé)
Dépôts Spéciaux (TISPP2) :	..... 0,00 % (inchangé)
Les coefficients des réserves obligatoires au cours de la période référencée, à 7,00 % pour les exigibilités à vue et 4,50 % pour les exigibilités à terme.	

Source : BEAC

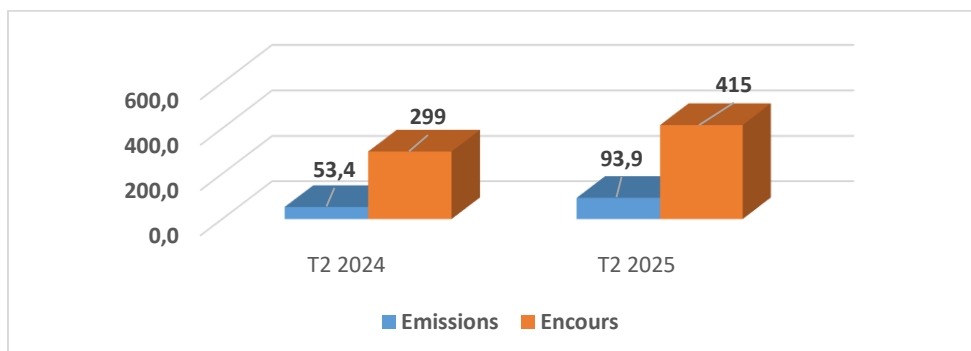
6.4 Evolution du marché des titres publics

Le dynamisme observé dans le marché des valeurs du Trésor, depuis quelques années, s'est poursuivi au cours de la période sous revue. En effet, le volume total des émissions des titres publics par adjudication organisées par la BEAC a augmenté de 76% entre le deuxième trimestre 2024 et celui de 2025, passant de 53 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 94 milliards de FCFA à la même période en 2025.

L'encours de la dette sur le marché des titres publics (BTA et OTA) de l'Etat Equato-Guinéen, a connu une hausse de 39% en glissement annuel, passant de 299 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 415 milliards de FCFA à la même date un an plus tard. Cette évolution de l'encours des valeurs du Trésor est due à des nouvelles

émissions des BTA et OTA intervenues au cours de la période, bien qu'un bon nombre des titres aient tombé à échéance au 30 juin 2025.

Graphique 10. Evolution des titres publics (En milliards de CFA)



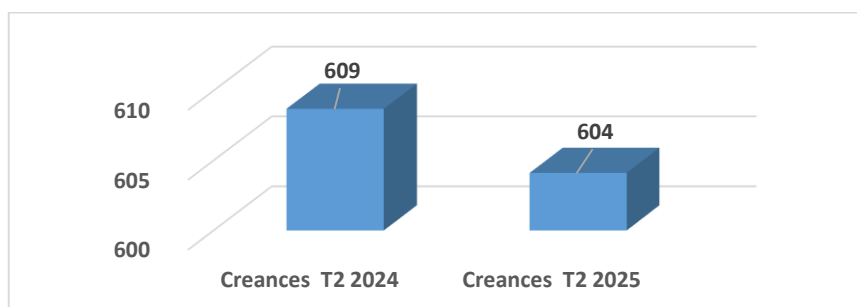
Source : BEAC

6.5 Concours de la BEAC au Trésor National

Les concours de la Banque Centrale à l'Etat Equato-Guinéen sont constitués des créances consolidées sur les Avances Statutaires. A cet effet, le total des engagements de l'Etat vis-à-vis de la BEAC a diminué revenant de 608,70 milliards FCFA au 30 juin 2024 à 604 milliards FCFA a la même date en 2025.

S'agissant des échéances de remboursement en intérêts, un montant de 4,47 milliards FCFA a été entièrement honoré par l'Etat Equato-Guinéen au 30 juin 2025, le même niveau réglé un an auparavant.

Graphique 11. Evolution des Créances a l'Etat



Source: BEAC

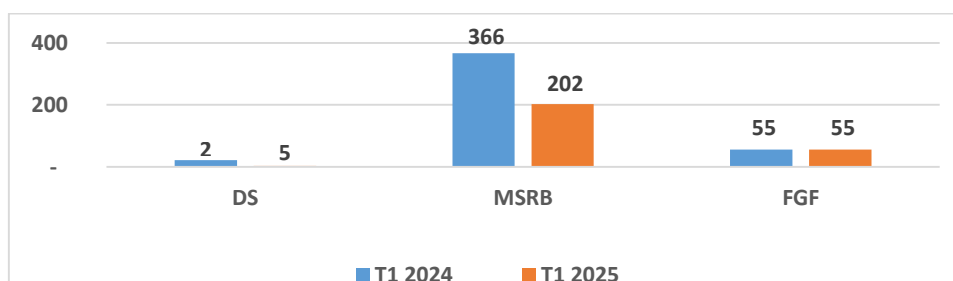
6.6 Evolution des placements publics

Au cours de la période sous revue, les placements publics ont décré de 29%, revenant de 368 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 263 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution a été influencée par la baisse du solde de Mécanisme de Stabilisation de Recettes Budgétaires, de même que des Dépôts Spéciaux, et celui des Fonds pour les Générations Futures est resté stable.

Les différents comptes de placement de l'Etat ont évolué comme suit :

- Les **Dépôts Spéciaux** ont augmenté, passant de 2 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 5 milliards de FCFA à la même date un an plus tard.
- Le **Mécanisme de Stabilisation et des Recettes Budgétaires**, ont baissé de 35%, revenant de 311 milliards de FCFA au 30 juin 2024 à 202 milliards de FCFA à la même date un an plus tard.
- Le **Fond de Reserve pour les Générations Futures**, est resté stable à 55 milliards FCFA, entre juin 2024 et juin 2025.

Graphique 12. Evolution des dépôts publics (En milliards de FCFA).



Source: BEAC

7 CONCLUSIONS

Le paysage économique de la Guinée Équatoriale traverse une phase de transition complexe. Après une légère reprise en 2024, l'année 2025 s'annonce marquée par une contraction de l'activité, avec un recul du taux de croissance du PIB de 0,4 %. Cette situation découle des performances en deçà des attentes tant dans le secteur pétrolier que dans les industries non pétrolières, soulignant l'urgence d'une diversification économique. Le secteur pétrolier, traditionnellement au cœur de l'économie, fait face à des défis structurels, notamment la maturation des champs existants et des problèmes techniques influant sur la production de méthanol. Parallèlement, le développement du secteur non pétrolier est entravé par des retards dans la mise en œuvre de projets stratégiques et par une baisse de la production forestière, mettant en évidence la vulnérabilité de la base productive du pays.

L'obtention de données fiables pour quantifier l'activité économique demeure un défi majeur. La disponibilité limitée de statistiques actualisées et précises entrave l'analyse économique et la planification des politiques publiques. Il est donc crucial de mettre en place un protocole de rémission d'informations en ligne à la secrétaire du CNEF, via un logiciel dédié, afin de standardiser et de sécuriser la collecte de données économiques. Cette mesure permettrait d'améliorer la transparence et la réactivité des décisions économiques.

L'environnement inflationniste représente une autre préoccupation, avec un taux prévu de 3,1 % en 2025, dépassant légèrement le seuil de 3 % stipulé par les normes communautaires. Bien que le budget global affiche un excédent, le budget primaire, qui reflète l'équilibre des finances publiques, reste déficitaire, indiquant des pressions budgétaires persistantes. De plus, l'excédent du compte courant extérieur devrait se réduire, révélant une vulnérabilité accrue face aux chocs externes.

Malgré ces défis, des signaux positifs apparaissent, notamment avec l'expansion des activités manufacturières, ainsi que le lancement imminent d'une usine de transformation du thon. Ces initiatives offrent des perspectives de croissance et de diversification, à condition d'être soutenues par des politiques publiques appropriées.

L'amélioration du débit internet et la maîtrise de la structuration du marché du travail sont des enjeux cruciaux pour garantir une politique économique efficace en Guinée Équatoriale. La transition économique actuelle, marquée par des contractions d'activité et une dépendance excessive au secteur pétrolier, impose une nécessité impérieuse de diversification. Pour cela, un accès amélioré aux infrastructures numériques favorisera non seulement la connectivité mais aussi l'innovation, élément clé dans le développement des secteurs non pétroliers, tels que l'agriculture et les industries manufacturières. En parallèle, il est indispensable de structurer le marché du travail

afin d'optimiser l'allocation des ressources humaines et de stimuler l'investissement privé. Cette double approche, alliant l'amélioration des infrastructures numériques et une gestion efficace du marché du travail, est essentielle pour assurer la durabilité économique et soutenir un environnement propice à la croissance inclusive.

8 PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A MOYEN TERME (2026-2028)

A moyen terme (2026-2028), les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale demeurent globalement favorables, bien qu'étant conditionnées d'une part, par la finalisation des projets en cours dans le secteur pétrolier, visant à ralentir le déclin de la production du pétrole brut et à favoriser l'augmentation de la production de gaz, d'autre part, par la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes et projets visant à redynamiser le secteur non pétrolier. Dans l'ensemble, le taux de croissance réel moyen est projeté à 0,4% sur la période 2026-2028, contre -0,4 % prévu pour 2025.

Dans le **secteur pétrolier**, la poursuite des programmes d'exploration et de redéveloppement des champs matures pourrait ralentir le déclin de la production, tandis que l'accroissement de la production de gaz naturel contribuerait à soutenir les recettes d'exportation.

Dans le **secteur non-pétrolier**, les projets de transformation du thon sur l'île d'Annobón et le programme d'aquaculture PASPA devraient stimuler la production et créer de nombreux emplois. Le développement du secteur agricole, soutenu par des infrastructures de transformation et de logistique, reste un axe prioritaire pour réduire la dépendance alimentaire et renforcer la résilience économique.

Sur le plan macroéconomique, l'inflation devrait se stabiliser autour de 2,5% en moyenne annuelle. Parallèlement, une meilleure gestion des finances publiques devrait permettre de ramener le déficit budgétaire (hors dons) à environ 1,8 % du PIB en moyenne sur la période 2026-2028.

ANNEXES

Annexe 1. Tableau de principaux indicateurs économiques, financiers et Sociaux

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
PIB, prix et population									
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-4,8	0,9	3,2	-5,7	0,5	-0,4	0,6	0,9	1,5
dont secteur pétrolier	-2,4	-17,8	-7,1	-21,6	-2,4	-6,4	0,8	-0,8	1,9
secteur non pétrolier	-5,6	5,7	6,5	-0,3	1,1	0,8	0,6	1,1	1,5
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	4,8	-0,1	4,9	2,4	3,4	2,8	2,9	2,5	2,2
Inflation (prix à la consommation - en glissement annuel)	-0,5	2,9	5,0	2,1	3,4	3,1	0,0	0,0	0,0
Finances publiques									
Recettes totales	-33,9	26,9	117,1	-28,2	-15,7	3,1	-9,1	-4,1	-11,1
dont recettes pétrolières	-36,7	34,2	144,8	-31,6	-19,7	2,8	-15,4	-5,0	-15,7
recettes non pétrolières	-22,9	3,8	4,3	5,0	8,7	4,6	19,4	-0,9	3,0
Dépenses totales	-17,1	-6,8	45,2	15,1	-2,1	-2,8	-1,2	-0,4	0,0
dont dépenses courantes	-10,6	2,5	21,7	10,5	3,5	-6,3	-1,6	1,2	0,9
dépenses en capital	-31,5	-33,6	150,5	25,2	-12,8	5,2	-0,2	-3,7	-2,1
Monnaie et crédit									
Avoirs extérieurs nets	-219,5	38,4	607,4	22,2	-32,0	19,9	30,8	0,8	7,1
Crédits à l'économie	0,0	-3,0	-2,0	-25,9	15,7	1,6	12,3	2,6	2,2
Créances nettes sur l'Etat	10,1	-12,3	-109,3	351,3	67,0	-34,3	-86,3	666,5	80,6
Masse monétaire (M2)	-7,0	0,4	20,7	19,3	3,2	3,7	12,5	10,2	11,9
Concours de la BEAC aux banques	71,5	-5,7	-25,1	-100,0	...	11,1	-40,0	183,3	41,2
Taux de couverture extérieure (fin de période)	7,7	6,9	57,0	64,2	53,5	56,8	66	62	62
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	4,51	5,11	5,23	4,44	4,45	4,42	4,04	3,79	3,50
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,25	3,50	4,00	5,00	5,00	4,50	4,50	4,50	4,50
Secteur extérieur									
Exportations, fob	-46,6	33,8	83,8	-52,8	-5,7	-32,7	-19,6	-4,2	-19,9
Importations, fob	-27,7	4,7	15,6	-13,4	-55,8	2,4	5,2	-1,3	-2,3
Termes de l'échange	-32,9	5,7	36,3	-15,3	-3,1	-17,0	-4,9	-0,4	0,3
Variation des prix à l'exportation	-35,7	65,9	58,6	-19,1	-2,5	-17,2	-0,4	-0,4	0,4
Variation des prix à l'importation	-4,3	5,2	16,4	-4,5	0,7	-0,2	-0,6	0,0	0,1
Taux de change effectif réel	0,9	-6,6	-2,5	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	9,0	-1,7	-1,3	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	1,5	0,7	-1,4	...	...	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit									
Avoirs extérieurs nets	-15,7	-2,9	91,8	14,5	-21,2	8,7	15,4	0,6	3,8
Avoirs intérieurs nets	8,7	3,3	-71,1	4,9	24,3	-5,0	-2,9	9,6	8,0
Crédit intérieur net	6,1	-11,6	-70,1	-2,3	14,0	-4,8	-2,8	9,7	8,1
Créances nettes sur l'Etat	6,1	-8,8	-68,2	16,9	6,8	-5,6	-9,0	8,4	7,1
Crédits à l'économie (crédits actifs)	0,0	-2,9	-1,9	-19,2	7,2	0,8	6,2	1,3	1,0
Autres postes nets	2,7	14,9	-1,0	7,1	10,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
Masse monétaire (M2)	-7,0	0,4	20,7	19,3	3,2	3,7	12,5	10,2	11,9
Comptes nationaux									
Produit intérieur brut	-4,8	0,9	3,2	-5,7	0,5	-0,4	0,6	0,9	1,5
dont secteur pétrolier	-0,6	-3,7	-1,7	-5,5	-0,4	-1,1	0,1	-0,1	0,2
secteur non pétrolier	-4,2	4,5	4,9	-0,2	0,9	0,6	0,5	1,0	1,3
Demande intérieure brute	-10,3	6,9	8,9	8,9	-7,3	-4,3	5,8	3,6	4,8
Consommation	-5,4	4,1	7,9	8,6	-6,8	3,8	5,2	3,9	5,2
Publique	-1,1	1,9	2,4	-4,1	8,4	-4,1	-0,3	1,6	-0,5
Privée	-4,3	2,2	5,5	12,7	-15,3	7,9	5,6	2,3	5,7
Investissements bruts	-4,9	2,8	1,0	0,3	-0,4	0,5	0,6	-0,3	-0,4
Publiques	-2,8	1,1	0,8	0,9	-0,4	-0,1	0,2	-0,2	-0,2
Privés (Entreprises et ménages)	-2,2	0,9	0,7	-0,7	0,0	0,4	0,4	-0,1	-0,2
dont secteur pétrolier	-1,2	0,5	0,4	-0,7	-0,1	0,3	0,4	-0,1	-0,3
secteur non pétrolier	-0,9	0,4	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
Variation des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	-4,2	12,0	17,1	-17,5	9,4	-5,8	-3,4	-0,4	-2,1
Exportations de biens et services non facteurs	-16,2	12,8	21,6	-29,6	-1,4	-7,4	-3,0	-0,5	-2,2
Importations de biens et services non facteurs	12,0	-0,8	-4,5	12,1	10,7	1,7	-0,4	0,1	0,2
Comptes nationaux									
Investissements	7,0	8,2	7,3	8,3	7,7	8,4	8,7	8,2	7,6
dont Secteur pétrolier	1,9	2,0	1,9	1,3	1,2	1,5	1,9	1,7	1,4
Epargne intérieure	10,8	21,5	31,5	15,5	24,0	19,0	15,8	14,7	11,8
Epargne nationale	7,3	14,5	5,8	5,9	13,9	11,9	10,2	9,8	8,3
Finances publiques									
Recettes totales	14,4	15,4	26,5	20,8	17,2	18,0	16,0	14,9	12,9
Recettes pétrolières	10,9	12,3	24,0	17,9	14,1	14,7	12,2	11,2	9,2
Recettes non pétrolières	3,5	3,0	2,5	2,9	3,1	3,3	3,8	3,7	3,7
Dépenses totales	16,3	12,8	14,7	18,5	17,8	17,5	16,9	16,3	15,9
Dépenses courantes	12,1	10,4	10,1	12,2	12,4	11,7	11,3	11,1	10,9
Dépenses en capital	4,2	2,3	4,6	6,3	5,4	5,8	5,6	5,3	5,0
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-0,8	3,7	13,1	4,4	0,6	3,0	1,6	1,0	-0,6
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	-0,8	3,6	12,7	3,3	0,5	1,5	0,1	-0,5	-2,0
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières) en % du PIB	-14,8	-11,5	-15,2	-17,7	-16,3	-15,2	-13,8	-13,3	-12,7
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-1,9	2,6	11,8	2,3	-0,6	0,5	-1,0	-1,5	-3,0
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-1,9	2,6	11,8	2,4	-0,5	0,5	-0,9	-1,5	-3,0
Solde budgétaire de base (déficit -)	-1,9	2,6	12,2	3,4	-0,6	2,0	0,6	0,0	-1,6
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-0,9	1,5	-2,0	-3,0	-0,2	-5,7	-0,6	-1,7	-2,0
Secteur extérieur									
Exportations de biens et services non facteurs, fob	30,9	34,2	48,3	25,6	23,7	16,6	13,2	12,3	9,8
Importations de biens et services non facteurs, fob	26,3	21,0	18,6	18,4	7,5	5,9	6,2	5,9	5,6
Solde du compte courant (dons off.incl, déf. -)	-0,8	4,1	1,0	-3,3	5,5	3,0	1,1	1,5	0,9
Solde du compte courant (dons off.excl, déf. -)	-1,0	4,1	0,8	-3,7	5,0	2,6	0,7	1,1	0,5
Stock de la dette extérieure/PIB	17,1	12,8	10,8	12,7	11,3	12,3	14,8	16,0	17,1
Ratio du service de la dette/Export brut	14,5	3,7	0,8	1,3	6,7	7,9	13,5	14,1	17,2
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	41,1	10,9	1,7	1,6	9,2	7,2	11,2	11,7	13,1
Encours de la dette totale/PIB	52,5	42,8	32,2	35,7	31,7	30,9	31,0	29,6	28,3
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	0,3	0,3	8,9	10,3	16,8	26,8	35,4	32,9	36,1
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	0,24	0,21	6,8	7,7	13,69	20,15	26,70	24,65	26,97
Pour mémoire									
PIB nominal (en milliards de FCFA)	5.694,7	6.774,1	8.537,8	7.797,8	7.958,5	7.843,0	8.028,7	8.286,5	8.512,8
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	4.518,7	5.136,4	6.345,6	6.420,1	6.643,7	6.847,4	7.040,6	7.271,5	7.524,4
Population (en millions d'habitants)	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	6.850,8	8.171,4	8.867,5	8.037,0	7.934,8	7.712,3	7.748,4	7.810,0	7.835,5

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

Annexe 2. L'Actif du BEAC

RUBRIQUES ACTIF	déc-22	déc-23	2024			TOTAL ZONE	Variation	
			mars	juin	décembre		nominale	%
DISPONIBILITES EXTERIEURES	874 749	891 713	690 586	701 453	658 014	6 794 823 -	233 699,57	-26,21%
Avoirs Extérieurs à vue	774 458	664 391	492 135	484 535	449 806	4 929 947 -	214 585,52	-32,30%
Billets Etrangers	3 396	2 341	1 239	-295	5 333	77 425	2 992,06	127,82%
Correspondants Hors Zone d'Emission	0	0	0	0	0	45 062		
Trésor Français	771 062	662 050	490 896	484 831	444 473	4 807 461 -	217 577,58	-32,86%
Compte d'Opérations	771 062	662 050	490 896	484 831	444 473	4 807 461 -	217 577,58	-32,86%
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0		
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	100 291	227 322	198 451	216 917	208 208	1 864 876 -	19 114,04	-8,41%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	100 291	208 503	174 873	191 249	185 609	1 662 460 -	22 893,87	-10,98%
Opérations sur le Marché Financier	0	18 819	23 578	25 668	22 599	202 416	3 779,82	20,08%
ENCAISSE-OR	0	0	0	0	0	333 896		
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	48 220	47 923	47 800	49 954	48 998	329 520	1 075,47	2,24%
Quotes-Parts en devises	31 128	30 249	30 466	30 527	31 176	203 092	926,57	3,06%
Avoirs en DTS	17 092	17 674	17 334	19 427	17 823	126 429	148,90	0,84%
CREANCES SUR LES BANQUES	128 000	0	0	0	45 000	1 089 822	45 000,00	
Concours du Marché Monétaire: Guichet A	128 000	0	0	0	45 000	978 600	45 000,00	
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0		
Pensions et Autres	128 000	0	0	0	45 000	978 600	45 000,00	
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B	0	0	0	0	0	111 222		
Créances impayées	0	0	0	0	0	0		
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	653 061	654 341	658 141	655 980	644 852	3 176 381 -	9 489,53	-1,45%
Avances en comptes courants (art. 18)	0	0	0	0	0	0	-	
Avances Exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	-	
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat	608 703	608 703	611 683	608 703	608 703	2 770 016	-	0,00%
Titres détenus à des fins de politique monétaire	44 358	45 638	46 458	47 277	36 149	165 321 -	9 489,53	-20,79%
Titres domestiques gérés par la Salle des Marchés	0	0	0	0	0	241 045	-	
CONTREPARTIE des ALLOC. de DTS versées aux E	124 065	120 561	121 427	121 669	124 254	1 050 055	3 692,94	3,06%
VALEURS IMMOBILISEES	5 762	5 379	5 303	5 279	5 271	650 735 -	107,82	-2,00%
Immobilisations financières	3 742	3 860	3 822	3 900	3 822	236 048 -	37,93	-0,98%
Créances sur le Personnel	3 742	3 860	3 822	3 900	3 822	52 735 -	37,93	-0,98%
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0		
Titres de Participations	0	0	0	0	0	142 094		
Autres Immobilisations Financières	0	0	0	0	0	41 219		
Immobilisations Incorporelles	0	0	0	0	0	13 246		
Immobilisations Corporelles	2 020	1 519	1 482	1 379	1 449	370 482 -	69,89	-4,60%
Autres Valeurs Immobilisées	0	0	0	0	0	30 958		
DEBITEURS DIVERS	22	16	2	25	136	14 538	120,71	772,77%
Avances diverses au Personnel	6	-1	2	-3	87	4 413	87,33	-13981,96%
Autres Débiteurs Divers	0	0	0	0	0	2 036		
Comptes de Régulations - Actif	16	16	0	27	50	8 088	33,38	205,49%
TOTAL DE L'ACTIF	1 833 879	1 719 933	1 523 259	1 534 359	1 526 525	13 439 771 -	193 407,80	-11,25%

Annexe 3. Passif de BEAC

RUBRIQUES PASSIF	déc-22	déc-23	2024			TOTAL ZONE	Variation	
			mars	juin	décembre		nominale	%
BILLETS ET PIÈCES EN CIRCULATION	374 772	387 176	356 367	351 886	418 342	5 363 355	31 166,06	8,05%
TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	961 846	655 366	622 905	563 913	470 867	1 117 384	184 498,52	-28,15%
Comptes courants	163 520	148 650	144 908	138 150	113 975	540 634	34 674,92	-23,33%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	700 796	400 840	366 929	312 030	246 684	250 053	154 156,40	-38,46%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	42 850	55 058	55 104	55 175	55 319	55 663	261,37	0,47%
Dépôts spéciaux	54 681	50 819	55 963	58 558	54 890	271 034	4 071,43	8,01%
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIÈRES	287 900	473 957	328 865	428 173	436 131	3 203 926	37 825,94	-7,98%
Banques et Institutions Etrangères	26 512	25 308	25 498	25 560	26 083	167 143	775,22	3,06%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Émission	261 389	448 649	303 367	402 613	410 048	3 036 783	38 601,16	-8,60%
Comptes courants	167 383	309 869	-33 577	198 010	203 235	896 829	106 634,14	-34,41%
Comptes courants en devises	1 029	539	3 167	18 923	105 370	1 035 521	104 830,77	19436,43%
Dépôts et placements sur marché monétaire	0	20 000	48 000	75 526	0	55	20 000,00	-100,00%
Comptes de Réserves Obligatoires	92 977	118 241	285 777	110 154	101 443	1 098 003	16 797,78	-14,21%
Autres Comptes des Établissements de Crédit	0	0	0	0	0	6 374		
AUTRES COMPTES COURANTS	1 569	2 839	3 355	5 620	2 995	268 432	156,30	5,51%
FMI: ALLOCATION des DTS	149 781	145 551	146 597	146 889	150 009	1 287 209	4 458,42	3,06%
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	0	0	0	0	0	26 582		
AUTRES PASSIFS	0	0	0	0	0	51 473		
PROVISIONS	0	0	0	0	0	38 157		
REPORT A NOUVEAU	0	0	0	0	0	0		
RESERVES	-2 762	-2 189	-2 223	-2 241	-2 300	1 220 557	111,31	5,09%
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION	0	0	0	0	0	132 000		
CREDITEURS DIVERS	289	131	145	-1	128	105 820	3,21	-2,45%
TRANSFERTS NON DENOUES	21	0	82	226	0	28 095		
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	29 494	30 014	30 927	28 659	29 137	213 128	877,02	-2,92%
COMPTE DE RESULTAT	30 968	27 090	36 239	11 236	21 218	383 653	5 872,58	-21,68%
TOTAL DU PASSIF	1 833 879	1 719 933	1 523 259	1 534 359	1 526 525	13 439 771	193 407,80	-11,25%
Taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs (%)						74,93		